

forum 

FINANCE

Durable

SUR LA COLLINE

2-3 NOVEMBRE, 2022



Rapport sommaire
et recommandations



forum FINANCE Durable **SUR LA COLLINE** 2-3 NOVEMBRE, 2022

Introduction

Depuis la création du Caucus de l'innovation sociale et de la finance durable en 2019, députés et sénateurs ont activement entrepris des efforts d'élaboration de politiques et de défense des intérêts en partenariat avec des chefs de file du secteur, afin d'exploiter et de renforcer nos écosystèmes dynamiques d'innovation sociale et durable dans le but de mettre en œuvre des solutions

et de générer des retombées d'échelles pour la population et la planète. Dans le cadre de nos travaux, nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel incroyables dont font preuve les innovateurs et entrepreneurs sociaux au Canada et dans le monde entier. En effet, ils proposent de nouvelles solutions efficaces et des résultats mesurables pour relever les défis sociaux et environnementaux les plus persistants auxquels se heurtent les Canadiens.

Ces entrepreneurs et innovateurs sociaux conçoivent des solutions fondées sur le marché qui sont financièrement viables, mais qui se distinguent par leur objectif, soit mettre « les gens et la planète au premier plan », qu'il s'agisse de construire des logements abordables, de lutter contre la pauvreté, de cultiver ou de distribuer des aliments de manière durable, de préserver la nature, de produire des énergies renouvelables, de traiter les déchets, de prendre soin d'enfants ou de personnes âgées, d'aider les nouveaux arrivants à s'installer efficacement ou d'employer ceux qui sont aux prises avec des obstacles à l'emploi. En plus de concevoir des solutions à multiples facettes qui poussent nos systèmes vers





le changement, ces praticiens sont en voie de bâtir une économie plus durable. Or, pour ce faire, ils ont besoin d'un accès à du capital pour que nous puissions profiter des avantages de leurs idées visionnaires.

Ces dernières années, notre pays a pu constater la fragilité de nombre de nos systèmes environnementaux, politiques, sanitaires, sociaux et économiques et la façon dont des événements tels qu'une pandémie mondiale, des conditions météorologiques extrêmes ou une guerre peuvent provoquer des ondes de choc sur toute la planète, avoir des effets dévastateurs sur la vie des gens et ébranler la stabilité de notre économie mondiale. Il est indéniable que les systèmes sur lesquels nous

comptons chaque jour pour assurer notre tranquillité d'esprit doivent être plus résilients et conçus de manière plus ciblée s'ils veulent résister à l'épreuve du temps. En outre, il devient de plus en plus urgent d'entreprendre ce travail de transformation. Notre système financier ne fait pas exception.

Il est tout aussi évident que les marchés financiers doivent jouer un rôle clé dans la mise en place d'une économie plus durable, car si nous ne les utilisons pas, nous aurons certainement du mal, voire nous échouons, à répondre aux exigences imposées par le changement. En effet, la promesse d'une croissance propre et d'une prospérité collective est apparente et attrayante, mais elle



dépend véritablement de la rapidité avec laquelle les flux de capitaux peuvent être réorientés vers des solutions innovantes et durables susceptibles d'avoir l'incidence souhaitée à grande échelle.

Si nous ne tirons pas parti du potentiel

de transformation de nos marchés financiers, nous ne serons pas en mesure d'adapter les solutions émergentes assez rapidement pour répondre à l'ampleur des défis auxquels nous nous heurtons aujourd'hui. L'insuffisance de l'investissement dans la seule lutte contre le changement climatique est d'environ 120 milliards de dollars par an jusqu'en 2050, sans parler de celle dans la lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme, l'élimination des maladies chroniques, l'éradication du racisme systémique ou la réconciliation avec les peuples autochtones. Quelle que soit l'ampleur de certaines de ces insuffisances, il est tout à fait clair que le gouvernement fédéral ne sera pas en mesure de les combler seul. Cela signifie que nous ne pourrons sortir gagnants que si nous faisons équipe avec les institutions financières et la communauté des investisseurs – des fondations philanthropiques aux fonds de pension – avec l'objectif commun de soutenir une finance durable. Il faudra de nombreuses années d'efforts concertés et un niveau de collaboration sans précédent pour créer des conditions favorables, y compris un environnement politique et réglementaire adéquat, afin qu'un investissement durable prospère et devienne la norme.

La bonne nouvelle, c'est que les législateurs canadiens manifestent un intérêt croissant pour la finance durable au Canada, notamment le premier ministre, les ministres, les secrétaires parlementaires, les chefs de parti, les députés et les sénateurs.

Le Forum sur la finance durable (FFD) sur la Colline du Parlement s'est déroulé sur deux jours, les 2 et 3 novembre 2022. Huit événements ont permis de réunir plus de 60 intervenants et plus de 200 participants, dont des parlementaires de toute la sphère politique.

Le Forum sur la finance durable a été l'occasion pour les chefs de file de l'investissement et les entrepreneurs de tout le Canada :

- 1** de mettre en évidence la capacité de la finance durable à relever les principaux défis que doivent relever les Canadiens;
- 2** de faire le point sur les étapes importantes du développement de l'infrastructure financière essentielle;
- 3** d'envisager la création de nouveaux outils et produits financiers;
- 4** de sensibiliser les parlementaires aux défis auxquels se heurtent les praticiens;
- 5** de cerner les possibilités pour le gouvernement fédéral de soutenir davantage les progrès de la finance durable au Canada.

Le présent rapport constitue un sommaire des nombreuses séances et discussions qui ont eu lieu lors du Forum sur la finance durable. Des recommandations clés y sont présentées à l'attention des parlementaires, avec qui nous collaborons pour bâtir une économie qui répond aux défis d'aujourd'hui et nous prépare pour demain. L'objectif est de développer une économie durable, qui protège notre précieuse planète et qui avantage réellement tous les Canadiens.



Ryan Turnbull

Président, Caucus sur
l'innovation sociale et la finance durable,
député de Whitby



JOUR 1

2 NOVEMBRE 2022

Mobiliser des capitaux pour lutter contre le changement climatique

Animation

Ryan Turnbull, président, Caucus sur l'innovation sociale et la finance durable, député de Whitby

L'entrepreneuriat des femmes

Animation

Élisabeth Brière, députée de Sherbrooke
Emmanuella Lambropoulos, députée de Saint-Laurent

Transition énergétique

Animation

Patrick Weiler, député de West Vancouver–Sunshine Coast–Sea to Sky Country

L'entrepreneuriat des communautés noires

Animation

Arielle Kayabaga, députée de London-Ouest





Mobiliser des capitaux pour lutter contre le changement climatique

2 November 2022

Animation

Ryan Turnbull, président, Caucus sur l'innovation sociale et la finance durable, député de Whitby

Remarques

Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Jonathan Wilkinson, ministre des Ressources naturelles

François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

Randy Boissonnault, ministre du Tourisme et ministre associé des Finances

Harjit Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada

Présentation du Conseil d'action en matière de finance durable

Panélistes

Kathy Bardswick, présidente, Conseil d'action en matière de finance durable

Michael Torrance, premier directeur de la durabilité, BMO Groupe financier

Susan McGeachie, directrice de l'Institut pour le climat de BMO, BMO Groupe financier

Barbara Zvan, présidente et chef de la direction, University Pension Plan

Invité spécial – Mark Carney, vice-président et responsable de l'investissement à retombées sociales, Brookfield Asset Management

Panel sur l'avenir de la finance durable

Animation

Tony Loffreda, sénateur indépendant du Québec

Panélistes

Ray Williams, vice-président et directeur général, Marchés financiers, Financière Banque Nationale – Gestion de patrimoine

Jonathan Fowlie, agent des relations externes, Vancity Credit Union

Janis Sarra, professeure de droit à l'Université de la Colombie-Britannique et cochercheuse principale de la Canada Climate Law Initiative

Eliza Riego, directrice, Innovation des produits et stratégie ESG, Bourse de Toronto

Julie Segal, gestionnaire principale, Financement de l'action climatique, Environmental Defence

Alain Roy, vice-président, Partenariats internationaux, Collèges et Instituts Canada



Nous nous heurtons à nombreux défis: logement abordable, changement climatique, inégalités et augmentation du coût de la vie. Notre gouvernement poursuit ses efforts pour les surmonter. Et nous savons que de nombreux Canadiens, notamment des entrepreneurs et des chefs de communauté, s'efforcent également de trouver des solutions. Nous devons veiller à ce que ces personnes bénéficient du soutien nécessaire. Plus précisément, nous devons les aider à trouver des investisseurs qui leur permettront d'intensifier leurs efforts. Il s'agit de déterminer comment mobiliser des capitaux en faveur de ces idées, ainsi qu'orienter davantage d'investissements vers les solutions qui contribueront à la croissance de l'économie et à l'amélioration de la vie des gens, et qui nous permettront d'être prêts pour l'avenir. En fin de compte, c'est de cela qu'il s'agit: investir dans les personnes et dans les moyens d'améliorer la vie de chacun. En effet, notre gouvernement estime que la croissance ne se limite pas au profit. Il doit s'agir de personnes, d'un

environnement sain, de la construction de logements où elles peuvent élever leur famille, de la solidification des communautés, de la création de nouvelles possibilités d'emplois de qualité et d'un travail utile, d'un avenir où chacun voit des occasions pour lui-même et ses enfants.

Car malgré tout ce que les gouvernements peuvent faire, malgré le rôle que les grandes entreprises peuvent jouer, ce sont en fin de compte les Canadiens qui façonnent, chaque jour, le pays dans lequel nous vivons et le pays que nous continuerons de voir grandir et prospérer dans les années à venir. Et c'est de cela qu'il s'agit : donner aux Canadiens et aux organisations communautaires les moyens d'avoir une incidence encore plus grande, non seulement en façonnant, mais aussi en définissant le type de pays que nous sommes et que nous serons, afin de continuer à montrer la voie aux peuples du monde entier. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici ce soir : faire en sorte que de grandes idées deviennent réalité, afin que nous puissions continuer à travailler ensemble pour bâtir une économie qui avantage tous les Canadiens.

– **Le très honorable premier ministre Justin Trudeau**



Si nous voulons faire ce que la science nous dicte en ce qui concerne l'action climatique, nous devons également faire ce qu'il faut pour bâtir une économie qui créera des emplois et des occasions économiques pour nos enfants. L'un ne va pas sans l'autre : si nous n'accomplissons pas ce second objectif, nous n'arriverons probablement pas à rallier les Canadiens pour mener à bien le premier... Toute cette discussion autour de la finance durable et de l'apport de capitaux dans les domaines qui nous aideront à effectuer efficacement cette transition est cruciale.

– **L'honorable Jonathan Wilkinson**
ministre des Ressources naturelles



Le message que je souhaite vous transmettre aujourd'hui est le suivant : voyons grand. Réfléchissons à la manière dont nous pouvons poursuivre nos efforts, car nous devons dès aujourd'hui accélérer la cadence, et à plus grande échelle. Je pense que ma philosophie demeure : « Saisissons le moment présent. » Je ne pense pas qu'il y ait jamais eu de meilleur moment pour être ici et saisir l'occasion qui s'offre à nous. Il s'agit d'une occasion générationnelle. Soyons ambitieux. Je pense que parfois, c'est le niveau d'ambition que nous devons relever. Et je pense qu'avec une finance durable, nous pouvons certainement accélérer la transition dont le monde a besoin.

— **L'honorable François-Philippe Champagne** ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie



Vous savez, il y a une autre force de la nature qui est vraiment en colère. C'est mère Nature. Le changement climatique fait des ravages partout dans le monde. Et les plus vulnérables, qui n'ont en rien contribué à cette situation, en subissent les conséquences en ce moment même. Or, nos investissements dans le financement de l'action climatique portent leurs fruits. Les pays en développement sont en train d'évoluer. Je peux vous donner d'innombrables exemples, notamment leur progression à l'égard de la technologie. C'est pourquoi le travail que nous accomplissons ici en ce moment aura des retombées importantes.

— **L'honorable Harjit Sajjan** ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada



Résumé de l'événement

Les investisseurs et les gouvernements du monde entier reconnaissent que les investissements dans la finance durable sont la clé d'un avenir économique durable. La finance durable consiste à intégrer des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement. Le développement durable étant considéré comme la mégatendance du XXI^e siècle, ce marché à croissance rapide s'accélère à mesure que de plus en plus d'entreprises s'adaptent au changement climatique, passent à une économie à faible émission

Ce que vous nous demandez de faire, Ryan, c'est avant tout de libérer le pouvoir de la finance, de rendre justice à notre planète et de revigorer notre économie. Nous disposons de ces fonds, de ces instruments d'investissement, et si nous les dirigeons au bon endroit, nous pouvons rendre la planète plus verte et favoriser une économie durable qui soutiendra nos communautés pour les générations à venir.

– **L'honorable Randy Boissonnault**
ministre du Tourisme et ministre associé
des Finances

de carbone et saisissent les occasions économiques qui en découlent.

Intégrer efficacement des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement permettra également d'obtenir une économie plus résiliente.

Les chocs économiques de ces dernières années ont révélé la fragilité et la précarité

de nos systèmes actuels. L'Institut climatique du Canada a estimé que d'ici 2025, le changement climatique entraînera des pertes de 25 milliards de dollars, soit 50 % de la croissance prévue du PIB, et que ce montant grimpera rapidement à 100 milliards de dollars d'ici le milieu du siècle. Le coût de l'inaction neutralisera les nombreuses avancées que nous avons réalisées jusqu'à présent et affaiblira notre prospérité économique.

Ces pertes ne seront toutefois pas ressenties de la même manière par tous. Les effets du changement climatique sont ressentis de manière disproportionnée, en fonction de la région, des revenus et d'autres facteurs de vulnérabilité. C'est pourquoi des efforts dynamiques d'équité et d'inclusion doivent s'inscrire dans l'approche du Canada en matière de lutte contre le changement climatique. Il faut reconnaître que la durabilité est synonyme de retombées économiques, sociales et environnementales.

La voie vers la carboneutralité présente un énorme potentiel de croissance. La valeur de l'économie verte émergente a été estimée à 26 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale, avec 60 millions d'emplois à créer. Au pays, selon l'Institut climatique du Canada, l'ampleur des investissements nécessaires pour financer la transition est d'environ 125 à 140 milliards de dollars par an, ce qui signifie qu'il sera nécessaire de tirer parti de la puissance et du potentiel de nos marchés financiers.

Le Canada dispose de l'écosystème et des atouts nécessaires pour devenir le fournisseur vert de choix pour le monde



entier. Notre richesse en ressources naturelles, nos talents, ainsi que notre proximité des marchés, notre accès à ceux-ci et nos écosystèmes d'entreprises nous confèrent des avantages uniques. Il est temps de démontrer que nous pouvons rapidement mettre à l'échelle des solutions éprouvées qui nous aideront à décarboniser notre économie. Cela signifie qu'il faut les financer – investir pour avoir un effet à grande échelle. Nous devons non seulement déterminer comment nos systèmes et institutions financiers peuvent être touchés par les changements climatiques, mais aussi comprendre comment ils peuvent, par les décisions qu'ils prennent, favoriser ou freiner le progrès.

Heureusement, il y a un vaste consensus sur la vision de la carboneutralité qui est en

Il faut trouver comment mobiliser les capitaux en faveur de ces idées, comment orienter davantage d'investissements vers les solutions qui contribueront à faire croître l'économie, à améliorer la vie des gens et à nous préparer à l'avenir.

– **Le très honorable Justin Trudeau**
premier ministre du Canada

phase avec les possibilités de transition et les objectifs des secteurs public et privé au Canada et dans le monde. Le gouvernement fédéral travaille à l'élaboration de politiques visant à harmoniser le système financier avec les engagements du Canada en matière de climat.

Lancé en 2021, le Conseil d'action en matière de finance durable (CAFD) rassemble l'expertise financière des secteurs public et privé afin qu'ils fournissent des commentaires sur l'infrastructure de marché fondamentale nécessaire à la stabilité et à la fiabilité d'un marché financier durable au Canada, ce qui renforcera la confiance des investisseurs et stimulera la croissance économique.

Au cours de l'année et demie écoulée, le CAFD a entrepris un processus actif avec les principaux chefs de file du marché en matière de divulgation d'informations sur le climat, de taxonomies vertes et de transition, de données et d'analyses sur le climat, ainsi que de suivi des mouvements de capitaux privés en faveur de ces investissements.

Je voudrais terminer par une anecdote tirée des funérailles d'un grand poète qui s'appelait Guillaume Apollinaire. Son ami britannique a pris le microphone, puis a dit ce qui suit : « Venez jusqu'au bord. Mais c'est trop haut! Venez jusqu'au bord. Mais nous pourrions tomber. Venez jusqu'au bord. Et ils vinrent enfin. Il les poussa; Et ils volèrent. » J'ai hâte de voir à quelle hauteur ce pays s'élèvera une fois que nous aurons atteint une finance durable.

– **L'honorable Randy Boissonnault**
ministre du Tourisme et ministre associé des Finances



Le contexte évolue rapidement dans ces domaines : les instances de réglementation des valeurs mobilières des provinces et des États-Unis mènent

Or, nos investissements dans le financement de l'action climatique portent leurs fruits. Les pays en développement sont en train d'évoluer. Je peux vous donner d'innombrables exemples, notamment leur progression à l'égard de la technologie. C'est pourquoi le travail que nous accomplissons ici en ce moment aura des retombées importantes.

– **L'honorable Harjit Sajjan**
ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique

des consultations, un centre du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité à Montréal a été annoncé, et un Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité est à l'étude.

Bien qu'il y ait un vaste consensus sur la vision relative à la carboneutralité, les perspectives diffèrent quant à l'ampleur du financement nécessaire pour parvenir à la décarbonisation et à la vitesse à laquelle des mesures devraient être prises pour atteindre les objectifs fixés. À cette fin, le Groupe de travail sur l'affectation de capital carboneutre du CAFD a été créé pour évaluer la manière dont les capitaux publics et privés sont actuellement utilisés et comment une évolution devrait s'opérer pour accroître la rapidité et l'efficacité du déploiement des capitaux en faveur des priorités clés du financement de la lutte contre les changements climatiques. Le

groupe de travail se concentre sur trois priorités stratégiques :

- 1 La transition financière par la capitalisation des initiatives de décarbonisation dans tout le Canada.
- 2 L'investissement dans la résilience physique aux changements climatiques nécessaire à l'adaptation économique et sociale.
- 3 Le rôle que les marchés du carbone peuvent jouer, les protocoles dont ils ont besoin et les types de mesures de compensation axées sur la nature que le Canada pourrait mettre à profit.

La stratégie à trois volets du groupe de travail révèle que le financement la transition vise des solutions axées sur la production et la distribution d'énergie propre, notamment l'électrification, les bâtiments, les transports, l'industrie lourde et l'agriculture. Le groupe de travail chargé d'enquêter sur les investissements dans la résilience physique s'appuie sur les

Saisissons l'occasion. Je ne pense pas qu'il n'y ait jamais eu de meilleur moment pour être ici et saisir l'occasion qui s'offre à nous. Il s'agit d'une occasion générationnelle. Soyons ambitieux. Et je pense qu'avec une finance durable, nous pouvons certainement accélérer la transition dont le monde a besoin.

– **L'honorable François-Philippe Champagne**
ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie



multiples travaux déjà en cours avec d'autres partenaires, notamment le secteur de l'assurance. Pour sa part, le groupe de travail sur les crédits carbone et la tarification du carbone étudie la possibilité de concevoir une garantie des prix du carbone, et envisage la possibilité d'accorder la priorité aux protocoles pour les projets d'élimination et de compensation de carbone qui sont spécifiquement axés sur certaines des solutions qui ont été trouvées.

Pour parvenir à la transition, il est possible d'orienter le financement vers la croissance de solutions comme l'énergie éolienne et d'autres formes d'énergie renouvelable, ou vers des entreprises et des activités qui sont déjà en conformité avec le principe de carboneutralité. Par ailleurs, la question de savoir si le financement de la transition doit être orienté vers les secteurs de l'économie qui produisent beaucoup d'émissions et qui seront finalement éliminés progressivement fait l'objet d'un débat. Quoi qu'il en soit, il faut tenir compte des investissements nécessaires pour soutenir les travailleurs – les personnes qui seront nécessaires pour mener à bien la transition.

L'avantage des taxonomies canadiennes largement adoptées pour les investissements verts et de transition est évident. À l'heure actuelle, une trentaine de taxonomies ont été élaborées ou sont en cours d'élaboration dans le monde entier. Des catégories fiables et facilement compréhensibles, fondées sur l'Accord de Paris et cohérentes dans l'ensemble du secteur financier, permettront d'accélérer

les flux de capitaux destinés à des investissements qui feront progresser les objectifs du Canada en matière de carboneutralité. Bien que des obligations vertes sont établies, la création d'obligations de transition nécessite une taxonomie de transition, ce qui pourrait inclure des éléments comme, entre autres, la normalisation des données, la gestion des risques et la passation de marchés.

Toute cette discussion autour de la finance durable et de l'apport de capitaux dans les domaines qui nous aideront à effectuer efficacement cette transition est cruciale.

– **L'honorable Jonathan Wilkinson**
 ministre des Ressources naturelles

L'émission d'obligations de transition permettrait à un plus grand nombre d'investisseurs institutionnels de déplacer des capitaux vers des produits financiers qui accélèrent les mesures en faveur de la carboneutralité et, en fait, de réorienter vers le Canada certains capitaux destinés à d'autres compétences.

Il est essentiel de disposer de données précises pour prendre des décisions stratégiques. La collecte et la mise en commun de renseignements nécessiteront une coopération entre le secteur public et le secteur privé. Par exemple, nous avons besoin de données cohérentes sur les émissions financées par les institutions financières. Le gouvernement s'efforce également, en



concertation avec le secteur, de définir des objectifs et des normes de rendement clairs.

Le Royaume-Uni a adopté un cadre qui repose sur quatre grands principes, dont le Canada pourrait s'inspirer :

- 1** Exiger des grandes entreprises qu'elles divulguent les informations qu'elles détiennent sur le climat et soumettre les autres entreprises à une approche graduelle et par étapes;
- 2** Rendre obligatoire l'élaboration de plans de transition vers la carboneutralité, tout particulièrement pour le secteur financier, qui est en train de le faire en temps réel;
- 3** Un système d'échange de quotas d'émissions principalement axé sur l'extérieur du Royaume-Uni, mais applicable au secteur financier de Londres;
- 4** Accorder davantage de financement aux grands émetteurs de l'économie émergente pour les aider à délaisser plus rapidement le charbon et à progresser dans leur transition.

Deux de ces principes pourraient être fusionnés pour former un seul point dans les exigences réglementaires relatives aux états financiers. Un plan de transition pourrait être s'ajouter à la divulgation financière dans les règlements sans qu'il soit nécessaire de modifier la loi.

L'élaboration d'exigences réglementaires claires et réalisables pour le secteur financier permettra de responsabiliser les acteurs. Au Canada, où le secteur bancaire est bien réglementé, un mandat est nécessaire pour s'assurer que les institutions financières évoluent dans



la bonne direction en ce qui concerne la science du climat et la responsabilité, dans la même mesure où les institutions financières sont légalement responsables pour d'autres types de décisions.

La feuille de route pour un système financier durable au Canada qui a récemment été publiée présente les grandes lignes d'une telle harmonisation entre les secteurs financier, gouvernemental et des affaires. Conçu comme un plan directeur pour établir les politiques d'investissement publiques et institutionnelles nécessaires, le « plan climatique crédible » de la feuille de route repose sur trois piliers visant les institutions:

- 1** Objectifs quinquennaux : adopter des objectifs quinquennaux fondés sur des données scientifiques pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C à partir de 2025;
- 2** Divulgence : publier des plans pour atteindre ces objectifs, y compris des politiques pour l'élimination progressive des actifs à fortes émissions, l'intensification des investissements verts et l'harmonisation des activités de lobbying;
- 3** Rapports : rapport annuel aux organismes de réglementation sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs de réduction des émissions.

Plutôt que d'entraver les activités des institutions, les piliers du plan climatique crédible sont conçus pour stimuler les capacités de tous les intervenants et leur permettre d'atteindre leur objectif commun en matière de transition. Il est nécessaire de réglementer pour accélérer les choses. Si l'on n'agit pas rapidement et de manière coordonnée, c'est la société, la planète et le système financier qui vont en périr. L'établissement d'un cadre de gouvernance climatique solide requiert de la rapidité dans le moment présent afin de parvenir à des résultats concrets à long terme. En unissant leurs efforts, le gouvernement, le secteur financier et les entreprises peuvent parvenir à respecter les engagements du Canada en matière de changements climatiques dans les délais impartis. Le principe directeur qui sous-tend tous les efforts déployés au cours de la transition climatique est la reconnaissance du fait qu'un environnement stable est nécessaire pour assurer la stabilité de l'économie.



Recommandations

- 🌿 Le gouvernement du Canada devrait rendre obligatoire la divulgation d'informations sur le climat conformément aux normes internationales (c'est-à-dire l'International Sustainability Standards Board – ISSB) afin d'assurer une couverture presque complète de l'économie canadienne, et ce de manière proportionnelle (en tenant compte de la taille et de la structure des entreprises, et en reconnaissant les problèmes de capacité et les limites des données). Cela devrait également être fait progressivement (en se concentrant sur les secteurs de l'économie canadienne qui présentent les risques et les possibilités les plus importants en matière de changements climatiques).
- 🌿 En se fondant sur les informations fournies lors des consultations menées actuellement, renforcer la version à l'étude de la ligne directrice B-15 du Bureau du surintendant des institutions financières sur la gestion des risques climatiques et la faire entrer en vigueur le plus rapidement possible.
- 🌿 Intégrer les résultats des consultations et mettre en vigueur l'instrument national 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques de la Commission canadienne des valeurs mobilières (CCVM).
 - En particulier, veiller à ce que l'instrument national de la CCVM soit en phase avec l'ISSB en exigeant des entreprises canadiennes qu'elles déclarent leurs émissions de gaz à effet de serre, dont les émissions de type 3.
 - Pour garantir la concurrence du Canada, le gouvernement du Canada doit harmoniser les exigences canadiennes en matière de divulgation avec les exigences internationales établies par l'ISSB.
- 🌿 Afin d'encourager la divulgation des informations les plus complètes et les plus utiles à la prise de décision, chercher à renforcer les règles d'exonération dans les lois nationales et provinciales/territoriales sur les valeurs mobilières, et veiller à ce que les entreprises canadiennes bénéficient des mêmes protections contre la responsabilité que celles offertes par d'autres administrations, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne.
- 🌿 Évaluer les obligations en matière de divulgation existantes et prévues afin d'en déceler les lacunes et, en particulier, veiller à ce que les conditions de concurrence soient équitables entre les sociétés ouvertes et les sociétés privées.
- 🌿 Consulter les gouvernements provinciaux et territoriaux et les organismes de réglementation financière pour s'assurer que les exigences en matière de divulgation sont cohérentes pour toutes les entités, y compris les municipalités, les sociétés d'État provinciales/territoriales et les sociétés qui ne sont pas soumises à la réglementation fédérale.
- 🌿 Modifier la Loi canadienne sur les sociétés par actions et exploiter les pouvoirs de l'Agence du revenu du Canada et de Statistique Canada dans la mesure nécessaire dans le but d'appuyer l'objectif consistant à garantir que les informations sur le climat sont introduites progressivement et proportionnellement et qu'elles couvrent la quasi-totalité de l'économie canadienne.
 - Les entreprises devraient être tenues de divulguer leurs objectifs de carboneutralité, leur analyse des scénarios climatiques et leurs plans de transition.
- 🌿 Faire tous les efforts possibles pour améliorer la disponibilité de données climatiques fiables et comparables, notamment 1) des données détaillées sur les risques physiques accessibles gratuitement à toutes les entreprises au Canada et 2) des données sur les émissions associées à la consommation d'énergie et de carburant.
- 🌿 Veiller à ce que les lignes directrices de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR) en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance (ESG) soient renforcées pour suivre l'évolution de la réglementation à l'échelle internationale, notamment celle de l'ISSB et du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat.

page suivante >



Recommandations

- Veiller à ce que les lignes directrices de l'ACOR en matière d'ESG s'appliquent à tous les types de régimes de retraite à cotisations déterminées, à prestations déterminées et à prestations cibles.
- Veiller à ce que les lignes directrices relatives à l'ESG soient étoffées afin d'inclure des dimensions relevant de responsabilités sociales qui prennent spécifiquement en compte les droits des populations autochtones, les droits de la personne, la diversité, l'équité et l'inclusion, ainsi que la garantie d'un avenir solide et de bons emplois pour les travailleurs.
- Définir des normes de référence claires que les administrateurs des régimes de retraite et les autres fiduciaires de fonds de pension seraient tenus de respecter en ce qui concerne la gestion des risques liés au climat, en veillant à inclure des exigences en matière de détection, de surveillance et de gestion des risques et des possibilités liés au climat qui sont importants pour les investissements des caisses de retraite.
- Adopter des exigences spécifiques en matière de gouvernance climatique pour les administrateurs de régimes de retraite et autres fiduciaires, y compris la nécessité d'identifier clairement et de divulguer les processus de gouvernance, les contrôles et les procédures utilisés pour surveiller et gérer les risques et les opportunités liés au climat.
- En ce qui concerne la gestion des risques, les fiduciaires des fonds de pension devraient être tenus d'indiquer les processus et les outils qu'ils utilisent pour identifier, évaluer, hiérarchiser, contrôler et gérer les risques et les opportunités liés au climat.
- Exiger les fiduciaires des fonds de pension à élaborer et à mettre en œuvre un plan de transition vers zéro émission nette de gaz à effet de serre (GES) pour qu'ils puissent remplir leur devoir de diligence, tout en veillant à ce que leur plan soit au moins aussi ambitieux que les engagements internationaux et nationaux du Canada envers l'objectif de zéro émission nette.
- Exiger des fiduciaires des fonds de pension qu'ils publient chaque année, dans leurs rapports financiers, la surveillance des fonds ainsi que la gestion de la gouvernance, de la stratégie, des risques, des objectifs et des indicateurs liés au climat.
- 🌱 Veiller à ce que le Conseil d'action en matière de finance durable (CAFD) dispose des ressources nécessaires pour ériger et entretenir sa structure de gouvernance et pour maintenir les travaux en cours visant l'élaboration de la taxonomie de la finance verte et de transition.
- 🌱 Faire en sorte que le Fonds de croissance du Canada s'appuie sur la taxonomie de la finance verte et de transition élaborée par le Conseil d'action en matière de finance durable et qu'il en exploite tout le potentiel.
- 🌱 Fournir un soutien éducatif supplémentaire aux émetteurs de capitaux propres pour améliorer les rapports afin qu'ils contiennent des mesures de durabilité.
- 🌱 Veiller à ce que la totalité des modifications législatives et réglementaires respecte les exigences scientifiques visant à maintenir le réchauffement climatique inférieur à 1,5 °C.
- 🌱 Le gouvernement du Canada devrait continuer à réduire stratégiquement les risques d'investissement en participant à des financements mixtes¹. Il s'assurerait ainsi que les flux de capitaux sont suffisants pour développer des industries et créer des solutions qui s'harmonisent avec ses objectifs de zéro émission nette et les processus qu'il utilise pour y arriver, tout en saisissant les possibilités de croissance économique.
- 🌱 Analyser le marché et effectuer une revue stratégique des nombreuses possibilités de subventions et de financement visant à développer une économie durable par l'apport de différents ministères fédéraux et de sociétés d'État, puis cibler les possibilités d'harmoniser les activités de financement par subventions et les investissements.

¹ Un financement mixte consiste à utiliser le financement du développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux de capitaux privés vers les marchés émergents et frontières.



Remarques du premier ministre Justin Trudeau

Merci, Ryan. Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir. Merci, Ryan, pour l'organisation de cet événement et pour votre présentation. La passion qui vous anime à l'égard de cette question est exactement le type d'énergie dont nous avons besoin.

Je dois préciser que les membres du caucus libéral ont entendu Ryan sur ce sujet pendant environ un an. Il témoigne d'une grande et profonde passion. Personne sans exception ne serait ici ce soir sans votre leadership, Ryan. Il ne s'agit pas seulement d'un événement que vous avez décidé d'organiser au cours de l'année, mais bien d'une passion qui transparaît dans tout ce que vous faites. Avant la politique, votre carrière professionnelle reposait sur votre engagement envers l'innovation sociale et la finance durable. L'idée d'intégrer cette passion dans votre travail politique nous permet de reconnaître l'incidence et le pouvoir de cet outil. Nombreux sont ceux qui quittent leur vie professionnelle lorsqu'ils sont élus, pour se concentrer sur les nouveaux outils dont ils disposent. Il est très rare qu'une personne se présente ici en disant : « J'utiliserai non seulement tous les outils dont je dispose comme député et membre de cette extraordinaire chambre du Parlement, mais j'apporterai aussi ma contribution personnelle pour faire en sorte que notre service aux Canadiens ait la plus grande incidence possible. » Votre leadership, au sein de notre caucus, du gouvernement,

du Parlement et de la communauté présente dans cette salle, s'est avéré exceptionnel, et nous vous en sommes tous profondément reconnaissants; le Canada ne s'en porte que mieux.

Bien sûr, chers amis, les ministres Wilkinson, Champagne, Boissonnault, Sajjan, Tassi, Holland, Anand, Hutchings et Bennett, la présidente du parti vert, Elizabeth May, d'autres amis et collègues du Parlement, et les divers intervenants vous remercient d'être présents ce soir.

Tout le monde ici sait que nous nous heurtons à nombreux défis : le logement abordable, le changement climatique, les inégalités et l'augmentation du coût de la vie. Notre gouvernement poursuit ses efforts pour les surmonter. Nous savons que de nombreux Canadiens s'efforcent également de trouver des solutions, notamment des entrepreneurs, des chefs de communauté, des intervenants qui souhaitent changer les choses et d'autres qui ont de l'expérience. Nous devons veiller à ce que ces personnes bénéficient du soutien nécessaire. Plus précisément, nous devons les aider à trouver des investisseurs qui leur permettront d'intensifier leurs efforts.

Cependant, que pouvons-nous faire pour parvenir à soutenir et à développer les solutions locales efficaces que proposent les Canadiens pour relever les défis de notre pays? Il s'agit de déterminer comment mobiliser des capitaux en faveur de ces idées, ainsi qu'orienter davantage d'investissements vers les solutions qui contribueront à la croissance de l'économie et à l'amélioration de la vie des gens, et qui nous permettront d'être prêts pour l'avenir. J'ajouterais que le secteur privé fait preuve d'une véritable dynamique dans ce domaine, et nous devons l'exploiter ensemble.

L'année dernière, nous avons lancé le Conseil d'action en matière de finance durable. D'ailleurs, je suis absolument ravi de voir ici de nombreux membres du Conseil, notamment sa présidente, Kathy Bardswick. Votre travail est essentiel pour nous aider à lutter contre le changement climatique, à bâtir une économie carboneutre prospère – pour l'économie de demain – et à saisir les occasions qui s'offrent aux Canadiens quant à l'économie de l'avenir. De plus, nous progressons dans la mise en place du Fonds de finance sociale, qui comblera les écarts qui existent entre les grandes idées sociales des Canadiens et un marché de l'investissement axé sur le profit. Mentionnons que de nombreux investisseurs souhaitent investir dans des projets qui auront une incidence positive. Ce fonds permettra justement d'attirer ces investisseurs et de les associer aux bons projets, ici, au Canada.



Nous avons déjà lancé le Programme de préparation à l'investissement afin d'aider les organisations à vocation sociale à bien se positionner pour tirer parti de ces occasions. Soulignons que l'appel de candidatures est en cours pour ce programme, qui a déjà appuyé plus de 680 organisations. Citons en exemples des projets comme Iron and Earth – une organisation à but non lucratif dirigée par des travailleurs et basée à Edmonton, dont la mission est de donner une formation sur l'énergie renouvelable aux travailleurs du secteur de l'énergie, y compris les travailleurs autochtones des communautés rurales et des régions éloignées – ou Akoma Holdings, qui projette de réaménager 315 acres de terrain et de construire des logements abordables pour les Néo-Écossais d'origine africaine, un complexe pour personnes âgées et une résidence pour les enfants pris en charge, entre autres.

En fin de compte, c'est de cela qu'il s'agit : investir dans la population et dans les moyens d'améliorer la vie de chaque personne. En effet, notre gouvernement estime que la croissance ne se limite pas au profit. Elle doit concerner les personnes, le maintien d'un environnement sain et la construction de logements où ces personnes peuvent élever leur famille, sans oublier la fortification des communautés, la création d'emplois de qualité et utiles, et la promesse d'un avenir où chacun voit des occasions s'offrir à lui et à ses enfants.

Partout au pays, la population est au cœur de ces efforts. Les objectifs que j'ai mentionnés visent à créer les conditions qui permettront aux Canadiens de mettre en œuvre les solutions qui existent déjà sur le terrain et de les amplifier.

Nous savons que les dernières années ont été difficiles pour tout le monde. Les mois et les années à venir sont pleins d'incertitude, le coût de la vie est élevé, les Canadiens peinent à payer leurs factures et ils tentent toujours de se remettre des conséquences de la pandémie.

Notre gouvernement a à cœur le soutien aux Canadiens, la croissance de l'économie et le positionnement du Canada en tant que chef de file dans l'économie de l'avenir. Et nous le serons. J'ai rencontré bien des Canadiens qui avaient des idées géniales. Chaque fois, ce qu'ils veulent faire pour notre pays m'inspire. Je sais que c'est aussi votre cas, car malgré tout ce que les gouvernements peuvent faire, malgré le rôle que les grandes entreprises peuvent jouer, ce sont en fin de compte les Canadiens qui façonnent, chaque jour, le pays dans lequel nous vivons et le pays que nous continuerons de voir grandir et prospérer dans les années à venir. C'est de cela qu'il s'agit, c'est-à-dire donner à la population et aux organisations communautaires les moyens d'accroître leur influence, non seulement en façonnant, mais en définissant le type de pays que nous composons, que nous serons et que nous continuerons de montrer aux peuples du monde entier. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici ce soir : faire en sorte que de grandes idées deviennent réalité, afin que nous puissions continuer à travailler ensemble pour bâtir une économie qui avantage tous les Canadiens.





Remarques de Mark Carney

Je suis ravi de me joindre à vous, et j'aimerais saluer votre travail. Merci aux ministres et aux personnes présentes. Je tiens également à saluer le travail du Conseil d'action en matière de finance durable. J'aimerais prendre les quelques minutes qui me sont allouées pour parler des outils essentiels à une transition inclusive, efficace et percutante vers la carboneutralité et des outils essentiels dans le secteur financier.

Le premier pilier, le fondement absolu, est la divulgation de l'information sur le climat, qui doit être complète, cohérente et obligatoire. Nous avons traversé une période d'expérimentation dans le secteur privé pour ce qui est de l'élaboration de cette information grâce

aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques. Je sais que le Canada évolue dans cette direction et que d'autres progressent plus rapidement. Enfin, il est important que nous parvenions rapidement à un stade où ce sera obligatoire pour les grandes entreprises et que nous mettions cette information en application de manière proportionnée pour les moyennes entreprises au Canada. Il va sans dire que si nous ne mesurons pas les effets du climat, nous ne pourrons pas les gérer.

Le deuxième pilier est aussi un élément qui devrait être rendu obligatoire : les plans de transition vers la carboneutralité dans le secteur financier d'abord, puis dans l'économie au sens large. En effet, si nous avons un objectif clair pour la carboneutralité, nous avons besoin de plans pour y parvenir. Ce que nous constatons et ce que nous avons

contribué à mettre en place, c'est que les grandes institutions financières du monde, y compris les principales banques canadiennes, sont membres de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ). Dans le cadre de cette initiative, ils développent volontairement ces plans de carboneutralité. Quant à nous, nous devons les développer de manière cohérente et les appliquer au Canada pour plusieurs raisons, mais je vais vous dire ce qui est à mon sens le plus important tandis que nous les mettons en place, c'est qu'il y ait une compréhension et une action communes dans tous les aspects de la transition.

Certains éléments de la transition sont très simples : investir dans des solutions climatiques ou les développer, ou investir dans des entreprises et des activités qui reposent déjà sur le principe de la carboneutralité – pensez à l'énergie éolienne, à l'électricité, aux autres énergies renouvelables qui existent déjà. Comme nous le savons, nous devons les développer rapidement. Toutefois, il est essentiel de faire deux autres choses.

La première consiste à financer la transition des entreprises dont les émissions sont élevées et qui doivent les réduire pour converger vers la carboneutralité. C'est là que nous aurons, à bien des égards, la plus grande incidence sur nos émissions. Nous aurons également les répercussions les plus positives qui soient sur les emplois d'aujourd'hui et de demain. Pensons au secteur automobile, au secteur manufacturier, et aux industries de l'acier et de l'aluminium, par exemple. L'alignement des divers secteurs de notre économie est une véritable transition.

Deuxièmement, nous devons nous assurer que nous disposons d'un financement pour les secteurs de notre économie qui seront finalement éliminés, les secteurs qui ne feront pas partie d'une économie carboneutre à l'avenir. Nous ne voulons pas attendre à la dernière minute pour

nous retirer de ces entreprises. Nous voulons une transition ordonnée pour permettre aux travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences et de créer des emplois dans ces communautés.

Nous ne pouvons donc pas avoir, dans nos institutions financières, ce que j'appellerais le « faux confort de la décarbonisation du portefeuille », soit vendre les positions dans les actifs délaissés à forte émission de carbone ou s'en débarrasser autrement. Nous voulons une réelle décarbonisation, et pour ce faire il faut un cadre de planification global clair pour la transition. Celui-ci doit être largement accepté et ne doit pas financer seulement l'énergie verte, mais tous les autres aspects, en particulier les entreprises qui misent sur l'élimination progressive et qui la gèrent.

Le troisième grand pilier concerne les données. Nous avons besoin de données cohérentes sur les émissions financées par nos institutions financières, d'explications claires sur leurs objectifs et de renseignements sur les résultats obtenus par rapport à ces objectifs. Ces données sont importantes, d'abord parce qu'elles indiqueront à toutes les parties prenantes, que ce soit les actionnaires, la société civile et l'ensemble des Canadiens et Canadiennes, qui s'en sort bien, qui est à la traîne et qui doit faire mieux. Ensuite, elles constitueront également pour vous, c'est-à-dire les gouvernements, et les autorités une précieuse rétroaction en temps quasi réel sur les sphères de la politique publique dans lesquelles vous pourriez être à la traîne. Au Canada, vous avez mis en place un excellent cadre stratégique, des objectifs clairs et des politiques innovantes, comme la tarification du carbone, le moratoire sur les moteurs à combustion interne et les contrats carbone sur la différence à venir. Tous ces éléments sont extrêmement importants. Ils stimuleront les investissements, mais nous sommes conscients que ce n'est pas suffisant.



Nous avons besoin d'une plus grande rétroaction pour trouver d'autres idées.

Pour conclure, je suis déçu de ne pas avoir pu me joindre à vous aujourd'hui.

Je suis en route pour la 27e Conférence des Nations Unies sur les changements



climatiques (27 COP). Je voulais vous donner très brièvement une perspective internationale sur deux points. D'abord, savoir qui s'en sort bien dans ce contexte.

Je suis actuellement au Royaume-Uni et le gouvernement britannique a mis en place les mesures suivantes :

- Premièrement, il a rendu obligatoire la divulgation d'information liée au climat pour les plus grandes entreprises et adopté une approche progressive pour les autres;
- Deuxièmement, il a annoncé qu'il allait mettre en place des plans obligatoires de transition vers une économie carboneutre, surtout dans le secteur financier. Ils sont en cours d'élaboration;
- Troisièmement, il a mis sur pied un système d'échange de quotas

d'émissions principalement axé sur l'extérieur du Royaume-Uni, mais applicable au secteur financier de Londres;

- Quatrièmement et finalement, il travaille d'arrache-pied pour obtenir plus de financement afin d'aider les grands émetteurs de l'économie émergente à délaisser plus rapidement le charbon et à faire avancer leur transition.

Sur ce dernier point, je dirais que, en tant que Canadiens et Canadiennes, nous devons entre autres nous assurer que nos investissements dans des institutions comme la banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement sont utilisés de façon optimale.

Le Canada est un chef de file. Vous vous positionnez comme un chef de file dans la politique sur les changements climatiques aux yeux de la population canadienne et dans la politique du secteur financier. Comme je l'ai mentionné, nous pourrions probablement améliorer les choses sur quelques fronts dans ce secteur et avancer plus vite si nous formions des partenariats. Je suis conscient que vous devez tenir compte de la dimension fédérale et provinciale, mais il faut la mettre de l'avant. Retenez votre rôle de chef de file dans la politique, puis votre dynamisme et votre exécution dans le secteur financier. Je vous laisse sur ces réflexions sur la scène internationale.

Compte tenu de notre patrimoine, de notre expertise dans le secteur financier et de nos valeurs canadiennes, nous pouvons probablement en faire plus pour avoir des retombées plus grandes à l'échelle internationale et aider nos partenaires dans les pays émergents et les pays en développement. Merci beaucoup et bon colloque.





L'entrepreneuriat des femmes

Séance virtuelle : 2 novembre 2022

Animation

Élisabeth Brière, députée de Sherbrooke

Emmanuella Lambropoulos, députée de Saint Laurent

Panélistes

Lisa Birikundauyi, directrice associée, BKR Capital

Narinder Dhani, directrice exécutive et cofondatrice, New Power Labs

Sagal Dualeh, directrice, Programme de préparation à l'investissement, Fondation canadienne des femmes

Rosalind Lockyer, directrice générale, PARO Centre pour l'entreprise des femmes

Suzanne Siemens, cofondatrice, Aisle

La participation entière et égale des femmes à l'économie profite aux femmes, mais aussi au Canada. En effet, si le Canada faisait progresser l'égalité des genres et augmentait la participation des femmes au marché du travail, il pourrait ajouter 150 milliards de dollars à son PIB. Tenir compte de l'intersectionnalité dans l'égalité d'accès à des investissements a bien des avantages, comme l'accès à un plus grand bassin de talents, la rétention de la main-d'œuvre, la motivation des employés et l'amélioration des résultats financiers.

Cependant, les femmes et les entrepreneurs sociaux de diverses identités de genre qui dirigent des organismes à vocation sociale (OVS) à but lucratif ou non lucratif se heurtent à des obstacles persistants à la mise sur pied et à la croissance leurs entreprises. Les obstacles au financement, le peu de ressources et de mentors disponibles pour soutenir leurs capacités, ainsi que le manque de connaissances sur le secteur de la finance sociale nuisent aux projets des femmes.

Pour surmonter ces obstacles, des services sur mesure de développement des affaires, d'investissement et de soutien doivent être offerts. Les praticiens de la finance sociale permettent aux organismes à vocation sociale dirigés par des femmes et des personnes de diverses identités de genre d'appliquer des pratiques entrepreneuriales féministes de façon novatrice.

Les approches d'investissement féministes reprennent le processus de financement, des premières activités de préinvestissement jusqu'aux phases ultérieures de suivi des affaires, en y intégrant des facteurs liés au genre afin de prendre des décisions d'investissement plus éclairées.

La Fondation canadienne des femmes (FCF) est un organisme qui s'attaque aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes dans le processus d'investissement. Grâce à son Programme de préparation à l'investissement (PPI), la FCF a aidé des organismes à vocation sociale au service des femmes et des personnes de diverses identités de genre qui s'attaquent aux problèmes de la sécurité alimentaire, de la pauvreté, des logements à prix abordables et de la violence sexiste à renforcer leur capacité à l'interne et à mieux se préparer à accéder à du financement.

De son côté, le PPI aide les organismes à vocation sociale à s'attaquer aux problèmes mentionnés ci-dessus en renforçant leur capacité à l'interne. Son premier combat est d'égaliser les chances en permettant aux organismes à vocation sociale d'accéder à des possibilités de financement, y compris au Fonds de finance sociale (FFS) proposé.

Le PPI aide les entreprises à divers égards, notamment à perfectionner leurs modèles de gestion, à évaluer la solidité financière de leurs projets, à mettre au point des prototypes ou des concepts, à valider leurs hypothèses, à élaborer des stratégies d'investissement à retombées sociales, ainsi qu'à s'outiller pour raconter leur histoire aux

investisseurs ou trouver des investisseurs qui respectent les valeurs et la mission de l'entreprise.

Aisle, une société à actions de catégorie B qui fabrique des produits menstruels réutilisables, est l'un des bénéficiaires du PPI. Déterminée à exercer ses activités en appuyant autant d'objectifs de développement durable que possible, Aisle est fière d'éviter que plus de 20 millions de serviettes menstruelles et de tampons se retrouvent dans des sites d'enfouissement chaque année, en plus de valoriser la



dignité et l'inclusion de sa clientèle. Après avoir obtenu des capitaux auprès d'amis, de membres de la famille et de banques, Aisle a réussi à mobiliser des capitaux d'investisseurs providentiels et de fonds d'investissement à retombées sociales grâce au PPI. Cette entreprise fervente défenderesse de l'équité menstruelle et de la lutte contre la précarité menstruelle est une belle preuve des solutions durables que le PPI permet d'offrir aux utilisateurs, aux communautés et, en fin de compte, à la planète.

Aisle et la FCF sont des exemples qui illustrent la capacité exceptionnelle des organismes à vocation sociale à catalyser le changement transformationnel nécessaire à l'autonomie de femmes dirigeantes et des entrepreneurs de diverses identités de genre dans des systèmes de développement féministes.

Pour mettre en place des systèmes de développement féministes, les femmes doivent être présentes dans tous les

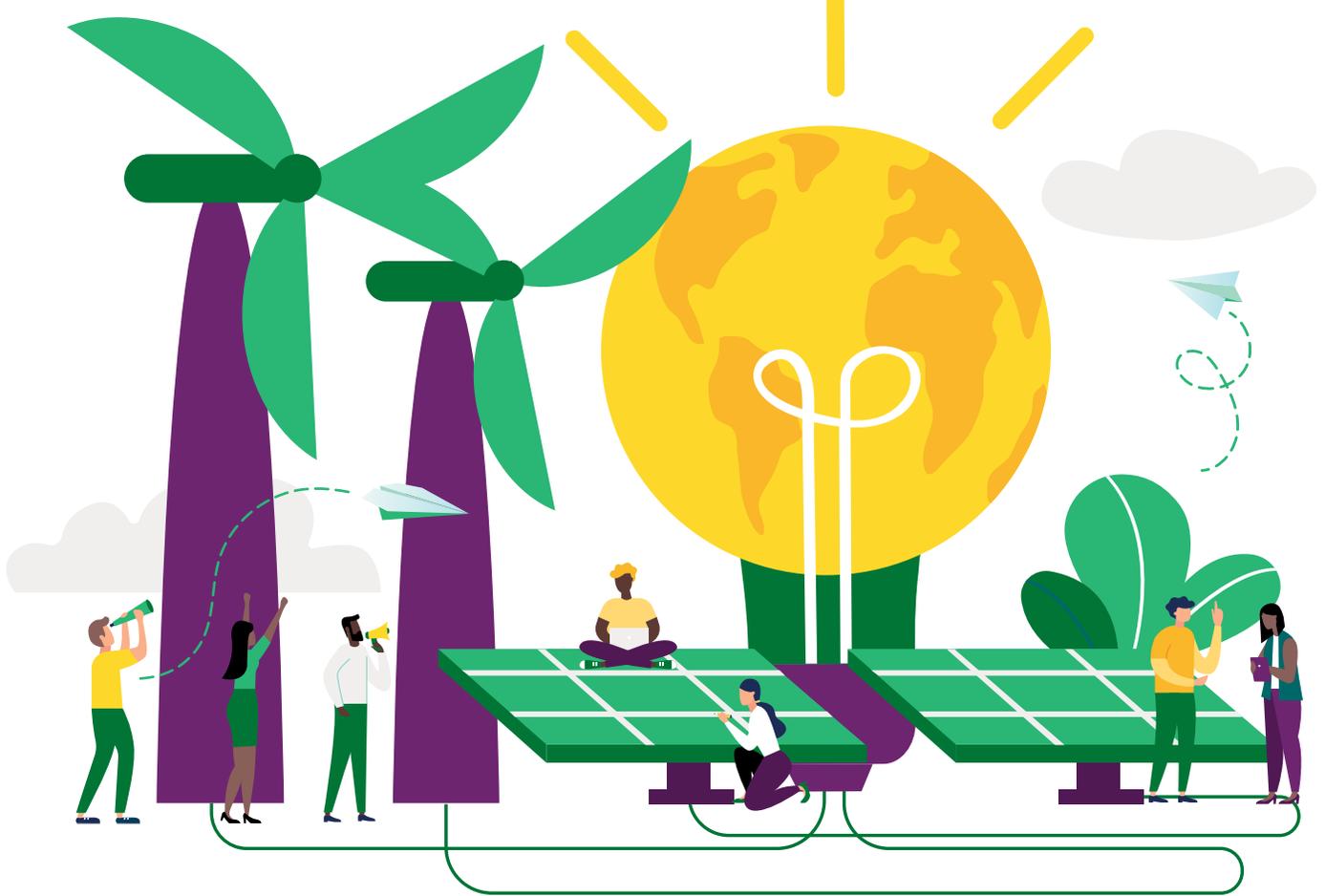


ordres de gouvernement et les secteurs à but lucratif et non lucratif. Il est prouvé qu'investir dans l'expertise des femmes permet d'atteindre les résultats nécessaires pour que tout le monde contribue à l'avancement du Canada.



Recommandations

- Renouveler le PPI et élargir sa portée afin que davantage d'organismes à vocation sociale démontrant une diversité intersectionnelle puissent mobiliser des capitaux et croître.
- Créer des possibilités de financement plus souples et durables qui répondent à des besoins avérés (financement au prédémarrage, crédit de fonds de roulement, capitaux patients, capitaux réservés à l'achat d'actifs importants, comme un bâtiment ou un véhicule, etc.) sous la forme de contrats de financement dans lesquels le montant des remboursements dépend des revenus.
- Faire en sorte qu'une plus grande portion des 120 milliards de dollars des fonds de dotation directement versés à des organisations caritatives soit consacrée à des investissements à retombées sociales tenant compte de l'égalité hommes-femmes.
- Bonifier les investissements offerts par les organismes intermédiaires qui soutiennent les femmes et les Canadiens de diverses identités de genre en leur offrant du financement pour leur croissance et leurs activités.



Transition énergétique

Séance virtuelle : 2 novembre 2022

Animation

Patrick Weiler, député de West Vancouver
–Sunshine Coast–Sea to Sky Country

Panélistes

Andrea Harris, vice-présidente de l'Impact
Strategy, Vancity Credit Union

Caroline Brouillette, directrice des politiques
nationales, Réseau action climat Canada

Jean Nolet, président-directeur général,
Coop Carbone

Gildas Poissonnier, directeur principal,
Développement durable et finance
responsable, Mouvement Desjardins

Dick Bakker, directeur, Coopérative
d'énergie renouvelable d'Ottawa

Même si le Canada ne représente qu'une petite partie de la population mondiale, il figure parmi les trois premiers pays émetteurs d'émissions à l'origine des changements climatiques par habitant et d'émissions historiques par habitant.

Nous avons donc encore beaucoup de chemin à faire avant de parvenir à la carboneutralité et ce ne sera pas chose facile. Par contre, cette transition représente aussi une occasion incroyable.

La banque mondiale estime que la valeur des possibilités qu'offre la nouvelle économie propre totaliserait près de 30 000 billions de dollars. En tant que pays riche, nous pouvons mobiliser nos grandes ressources financières pour saisir cette occasion de bâtir une économie plus vigoureuse et de devenir plus prospère, mais aussi pour réaliser des progrès importants et concrets dans la lutte contre la menace existentielle que posent les changements climatiques.

L'atteinte de la carboneutralité nécessitera des investissements majeurs de 125 à 140 milliards de dollars par an jusqu'en 2050. Ces sommes sont loin des 15 à 25 milliards de dollars actuellement investis par an au Canada. Il y a donc un manque important qu'aucun gouvernement n'est en mesure de combler. Comme les pays du monde entier se font concurrence pour attirer des capitaux, il est primordial que nous trouvions des moyens de faire du Canada un lieu attractif pour les investissements dans la décarbonisation et de mobiliser des capitaux privés à l'échelle nationale pour les investir dans l'économie propre.

L'adoption de l'Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation) aux États-Unis – un bloc d'investissements sur 10 ans d'environ 500 milliards de dollars canadiens en crédits d'impôt pour l'électricité propre, les transports, l'industrie manufacturière, l'efficacité énergétique et les rabais d'électrification pour les ménages à faible revenu – montre très clairement qu'il est urgent pour le Canada d'agir et de soutenir la concurrence.

Pour atteindre une économie durable et carboneutre, nous devons produire notre électricité à partir de sources

non polluantes et électrifier plusieurs secteurs, comme les transports, l'industrie manufacturière, l'agriculture, la vente au détail, ainsi que le chauffage et le refroidissement des bâtiments.

Les panélistes ont affirmé que les risques financiers importants posés par les changements climatiques sont bien réels et plus près de se concrétiser que nous ne le croyons. En 2021, les phénomènes météorologiques extrêmes au Canada ont représenté 2 milliards de dollars en pertes assurées, auxquels s'ajoutent environ 6 milliards de dollars en pertes non assurées.

La demande pour les produits durables de la population canadienne ne cesse de croître, même dans le secteur des produits d'investissement. Par exemple, Vancity Credit Union ne propose plus que des investissements durables à 100 % depuis 2020 afin de répondre à cette demande grandissante. La multiplication des litiges intentés partout dans le monde pour l'« écoblanchiment » des institutions financières est un autre indicateur de ce virage.

L'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et l'apport de plus en plus



grand du savoir et des partenariats autochtones dans la gestion durable des terres et des eaux pour la production d'énergie offrent également des possibilités d'innover. Par exemple, la société de développement de Six Nations of the Grand River s'est associée à la Vancity Community Investment Bank pour refinancer le parc éolien de la région de Niagara. Ses 77 turbines en font le deuxième plus grand parc éolien de l'Ontario.

Resserrer les exigences de divulgation applicables aux entreprises dans un souci de transparence, de comparabilité et, espérons-le, de responsabilisation permettra d'améliorer le fonctionnement du marché et de s'attaquer au principe de la double importance relative⁴. Il



conviendrait aussi d'obliger les institutions financières à consentir des prêts et à adopter des cadres de gestion des risques qui favorisent l'atteinte des objectifs de carboneutralité. Actuellement, le secteur financier ne tient pas suffisamment compte des risques physiques et des risques que pose la transition, ce qui se traduit par une surévaluation des actifs non durables et une sous-évaluation des actifs écologiques et durables. Cette réalité accroît le niveau de risque auquel est exposé le système financier canadien et menace la stabilité des systèmes financiers national et mondial. Obliger les institutions financières à mettre en œuvre des plans de transition climatique, qui prévoient entre autres des objectifs conformes à l'optique de limiter le réchauffement à 1,5 °C, à divulguer leurs émissions et à mettre en place des stratégies de transition permettrait d'accélérer le mouvement.

Le partage des compétences relatives aux institutions financières entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pose toutefois un défi pour le Canada. Par exemple, les coopératives de crédit et les valeurs mobilières sont assujetties à la réglementation provinciale, tandis que les banques sont assujetties à la réglementation fédérale. L'harmonisation de la réglementation contribuerait à uniformiser le tout et à réduire les coûts des changements à venir.

L'assurance est également un secteur confronté à des obstacles à une transition durable, comme les différentes structures permettant de posséder un domicile ou une voiture. L'aide du gouvernement serait très utile pour diminuer les risques posés par les projets novateurs de développement durable qui simplifient la couverture d'assurance.

Le marché de crédits carbone en pleine expansion encourage les nouveaux projets

4. Le principe de la double importance relative reconnaît que les risques et les occasions peuvent être importants d'un point de vue financier et non financier. Dans ce contexte, cela signifie que les institutions financières ne doivent pas seulement prendre en compte les conséquences financières des changements climatiques sur leurs activités, mais aussi la manière dont ceux-ci contribuent ou nuisent aux progrès du Canada en vue d'atteindre la carboneutralité au moyen d'investissements ou d'autres pratiques entrepreneuriales.

innovants et ne doit pas être oublié dans l'ensemble des options de réglementation, de taxation et d'investissement envisagées par les gouvernements.

Toutefois, les contrats carbone qui offrent une certaine garantie aux investisseurs que des mesures politiques prises, comme la tarification du carbone, faciliteraient encore davantage l'influx de capitaux.

Les projets communautaires, dans le cadre desquels les résidents locaux ont aussi leur part de responsabilité dans la nouvelle production d'électricité ou d'autres initiatives, peuvent attirer des capitaux d'investissement et améliorer l'acceptation sociale⁵. Ils ont également l'avantage de réduire les coûts de distribution et d'améliorer la résilience du réseau grâce à la capacité de production décentralisée. La Coopérative d'énergie renouvelable d'Ottawa a mobilisé 11 millions de dollars auprès des habitants de la région pour réaliser des projets de production d'énergie solaire et éolienne.

Le gouvernement pourrait promouvoir cette pratique en s'approvisionnant en électricité provenant de sources renouvelables communautaires.

Malgré les défis urgents et redoutables auxquels nous sommes confrontés, il est important de se rappeler que la lutte contre les changements climatiques peut également apporter un lot d'avantages connexes, comme améliorer la santé, améliorer la qualité de vie et l'envie de voyager dans des communautés, passer plus de temps avec ses proches et offrir des emplois de qualité.

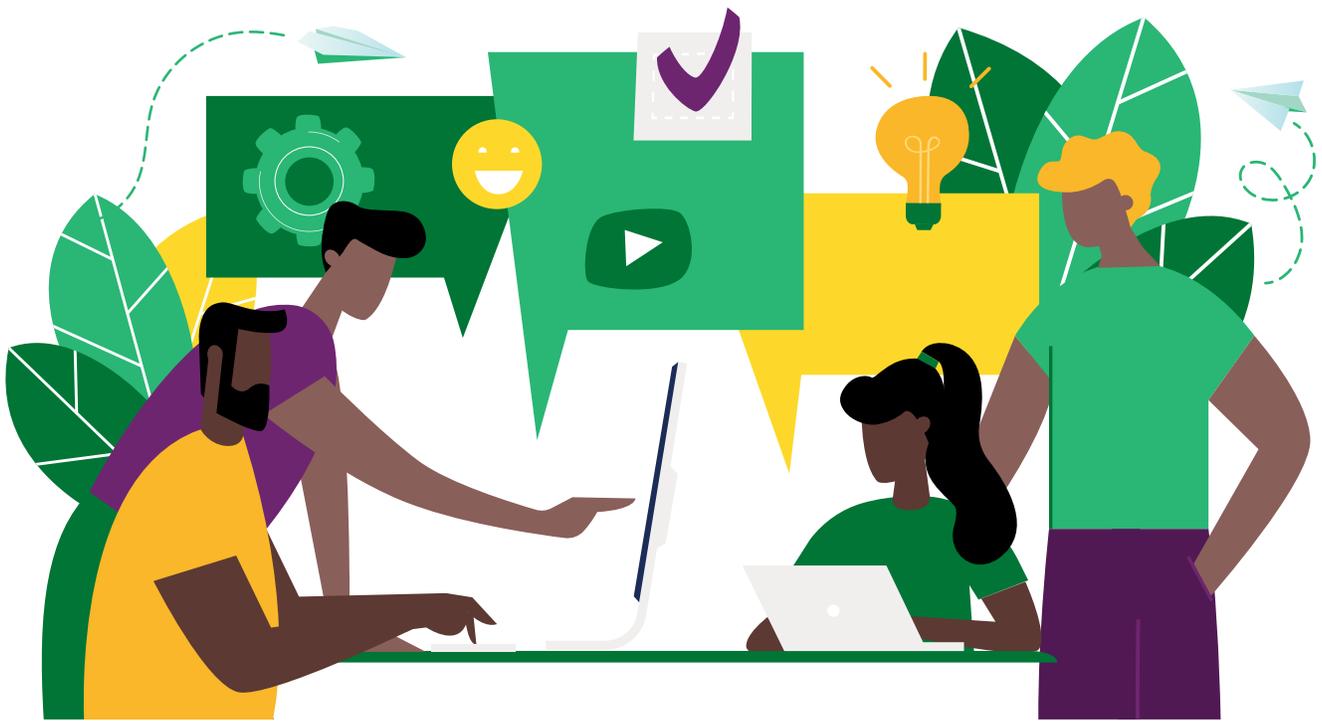
Il est important que les gouvernements soient à l'écoute des Canadiens et des Canadiennes en faveur de la transition énergétique qui le démontrent dans leurs habitudes de consommation, leurs investissements et leurs choix quotidiens.



Recommandations

- 🌿 Demander au Bureau du surintendant des institutions financières d'obliger les institutions financières à mettre en œuvre des plans de transition climatique qui respectent les droits des autochtones, comprennent des objectifs pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C et divulguent leurs émissions.
- 🌿 Harmoniser les réglementations fédérales et provinciales applicables aux institutions financières concernant la déclaration et la divulgation d'information.
- 🌿 Diminuer les risques liés à la couverture d'assurance pour les projets innovants de développement durable.
- 🌿 Mettre en place des contrats carbone afin de mieux garantir les investissements.
- 🌿 S'approvisionner en électricité produite par projets d'énergie renouvelable communautaire.

5. L'acceptation sociale fait référence au niveau d'acceptation ou d'approbation des entreprises et de leurs activités par les communautés locales et les parties prenantes.



L'entrepreneuriat des communautés noires

Séance virtuelle : 2 novembre 2022

Animation

Arielle Kayabaga, députée de London-Ouest

Panélistes

Liban Abokor, cofondateur, Fondation pour les communautés noires

Victor Beausoleil, directeur général, Social Economy Through Social Inclusion

Tiffany Callendar, présidente-directrice générale, Coalition FACE

Jonah Chininga, cofondateur et président-directeur général, MICC Financial

Susan Henry, directrice de l'impact communautaire et de l'inclusion financière, Alterna Savings

Members of the Black community are Les membres des communautés noires souhaitent apporter des solutions aux défis auxquels le Canada est actuellement confronté, que ce soit la relance économique, la reprise après la pandémie ou la crise climatique. Près de 30 000 entreprises appartenant à des personnes noires sont officiellement enregistrées au pays, ce qui représente une activité économique annuelle de 1,6 milliard de dollars. Toutefois, ce nombre serait probablement bien plus élevé si nous prenions aussi en compte les activités non structurées.

Les personnes de descendance africaine ont toujours joué un rôle capital dans l'économie canadienne, utilisant souvent des cadres de coopération pour structurer leurs relations économiques. « Ubuntu », terme africain qui résume cette pratique de réciprocité, peut se traduire par : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous ». Les entrepreneurs noirs du Canada puisent dans leurs racines culturelles pour trouver des solutions adaptées au XXI^e siècle soutenant une prospérité équitable.

La plupart des entrepreneurs noirs sont victimes de racisme systémique; l'accès au capital étant le principal obstacle auquel ils

sont confrontés. Selon un sondage réalisé par Abacus Data pour le Groupe Canado-Africain du Sénat, 75 % des entrepreneurs noirs interrogés auraient du mal à mobiliser 10 000 \$ pour soutenir leur entreprise en cas de besoin et seuls 19 % d'entre eux affirment avoir confiance que les banques agissent dans leur intérêt et celui de leur communauté. TransUnion a constaté que 9 millions de Canadiens et de Canadiennes sont considérés comme invisibles pour l'obtention de crédit⁶, ce qui les exclut de l'économie traditionnelle.

En vue d'améliorer l'accès au financement, la Fédération africaine canadienne de l'économie (FACE) s'est associée au gouvernement fédéral et à la Banque de développement du Canada pour créer le Fonds de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires, qui a approuvé près de 30 millions de dollars en prêts depuis son lancement en mai 2021. Comme son fonds est dirigé par des personnes noires et dédié aux communautés noires, la FACE peut mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les entrepreneurs noirs, instaurer la confiance et offrir du financement qui permet la croissance, l'expansion, l'embauche et la modernisation des entreprises.

Le programme de microprêt d'Alterna Savings, qui a octroyé plus de 7,5 millions de dollars à des personnes mal desservies – dont plus des $\frac{3}{4}$ étaient des Canadiens et des Canadiennes racialisés – a révélé que les prêts aux entrepreneurs mal desservis, en particulier ceux qui ont besoin de prêts à l'étape de démarrage, doivent être différents des prêts commerciaux traditionnels. La réévaluation de facteurs comme le montant du prêt, les critères d'admissibilité, le profil de risque du conseil d'administration et un modèle de prêt plus inclusif basé sur les traits de caractère sont des mesures d'adaptation qui reflètent mieux le profil des entrepreneurs prospères.

Pour la FACE comme pour Alterna, il est primordial que les membres des communautés noires aient leur mot à dire dans la conception et l'offre des produits financiers. Il est également essentiel d'élaborer des outils financiers plus souples pour leur permettre d'accéder à différents types de produits de prêt et de possibilités d'investissement, ainsi qu'à du soutien au-delà du financement. Ces



entrepreneurs ont aussi besoin d'aide pour rédiger des propositions, répondre à des appels d'offres, gérer le recrutement, remplir des demandes d'entreprises, ainsi qu'obtenir des conseils financiers.

6. Les personnes « invisibles pour l'obtention de crédit » sont celles qui n'ont pas d'antécédents de crédit et sont donc « invisibles » aux yeux des prêteurs.

La Fondation pour les communautés noires (FCN), première fondation philanthropique canadienne dirigée par des personnes noires et au service des personnes noires, a constaté que, pour chaque tranche de 100 dollars en dons caritatifs, seulement 7 cents allaient aux communautés noires, ce qui témoigne d'un sous-investissement historique et systémique. Des engagements récents du gouvernement fédéral ont commencé à remédier à ce sous-investissement, notamment la mise en œuvre par la FCN du volet pour les entreprises appartenant à des personnes noires du PPI, qui fournit 2 millions de dollars pour améliorer la préparation aux possibilités d'investissement des organismes à vocation sociale dirigés par

des personnes noires. Toutefois, le FFS ne dispose actuellement d'aucun grossiste noir, ce qui posera problème pour atteindre et servir les organismes à vocation sociale dirigés par des personnes noires.

La passation de marchés est un autre levier de développement des affaires sur lequel les organismes à vocation sociale dirigés par des personnes noires devraient miser afin d'augmenter et de diversifier leurs revenus.

Nous aurons besoin de données pour démontrer les retombées des initiatives de finance sociale menées par les personnes noires. Le suivi des données régionales, sectorielles et relatives à la taille des entreprises au fil du temps permettra



d'observer les retombées économiques des investissements dans les entreprises appartenant à des personnes noires. Ces données permettront aux secteurs de la finance sociale et de la banque de comparer leurs retombées respectives et leurs progrès concernant le soutien aux entrepreneurs noirs. Les parties prenantes de l'écosystème de la finance sociale et de l'entrepreneuriat des communautés noires devraient participer à l'établissement d'indicateurs et de mesures d'évaluation de la réussite en supervisant la collecte, la prise en charge et la diffusion des données.

L'accès à du financement et le renforcement de la capacité des entrepreneurs noirs pourraient permettre de constituer une richesse communautaire et générationnelle. Tous les membres de nos communautés doivent pouvoir participer au cercle de réciprocité et de prospérité si nous souhaitons bâtir une économie avantageuse pour toute la population canadienne.



Recommandations

- Ajouter un grossiste noir au FFS et nommer un partenaire principal noir pour le Fonds de relance des services communautaires.
- Continuer à soutenir l'élaboration des programmes en injectant plus de capitaux pour le renforcement de la capacité.
- Veiller à ce que des membres des communautés noires gèrent leur capacité de prêt afin de diversifier les types de possibilités qui auront des retombées différentes.
- Mettre en place des méthodes pour faciliter la passation de marchés publics et de contrats d'entreprise.
- Poursuivre le PPI et élargir sa portée afin de mieux faciliter l'accès des organismes à vocation sociale à différents types de financement, qu'il s'agisse de subventions, de prêts ou d'autres possibilités de financement.

JOUR 2

3 NOVEMBRE 2022

Mobiliser des capitaux pour bâtir une économie qui avantage toute la population canadienne

Animation

Ryan Turnbull, président, Caucus sur l'innovation sociale et la finance durable, député de Whitby

Entrepreneuriat autochtone et réconciliation

Animation

Jaime Battiste, député de Sydney-Victoria

Sécurité alimentaire

Animation

Lloyd Longfield, député de Guelph

Logements abordables

Animation

Chad Collins, député de Hamilton-Est-Stoney Creek





Mobiliser des capitaux pour bâtir une économie qui avantage toute la population canadienne

3 novembre 2022

Animation

Ryan Turnbull, président, Caucus sur l'innovation sociale et la finance durable, député de Whitby

Remarques

Hon. Karina Gould, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

Hon. Mona Fortier, présidente, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Hon. Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique

Présentation de cinq fonds à retombées sociales au Canada

Panélistes

Jeff Cyr, associé directeur, Raven Indigenous Capital Partners

Oumar Dicko, directeur national, Windmill Microlending

Peter Cantelon, directeur général, Fonds du Jubilé

Lise Birikundavyi, directrice associée, BKR Capital

Graham Singh, fondateur et président-directeur général de la Fondation des centres Trinité

Invité spécial - **Sir Ronald Cohen**, président, The Portland Trust and Bridges Ventures

Groupe de discussion sur l'avenir de la finance sociale au Canada

Animation

Ratna Omidvar, sénatrice, Groupe des sénateurs indépendants

Panélistes

Lili-Anna Peresa, présidente-directrice générale, Fondation McConnell

Mitchell Anderson, président, Fondation Inspirit

Debra Schwartz, directrice générale des investissements d'impact, MacArthur Foundation

Bernard Brun, directeur, Relations gouvernementales, Mouvement Desjardins

Jerry Koh, Responsable de l'impact, New Power Labs

Derek Ballantyne, président-directeur général, Encasa Financial





Au cas où vous ne le saviez pas, je suis plutôt emballée par ce que l'avenir nous réserve. Je suis très fière du travail accompli par notre gouvernement et par les personnes dans cette salle, qui nous ont permis d'arriver où nous en sommes aujourd'hui, et de ce que nous sommes sur le point de lancer au Canada, car je pense que ce travail apportera énormément de potentiel et d'occasions. Je crois sincèrement que la population canadienne est prête et disposée à nous aider à bâtir cette nouvelle économie qui lui donnera la possibilité de contribuer à une prospérité équitable pour tous au Canada.

— **L'honorable Karina Gould**, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social



Les organismes à but non lucratif et les petites entreprises sont les piliers de notre économie. Ils nous aident à atteindre nos objectifs d'inclusion et d'accessibilité et sont souvent les premiers à travailler de manière durable et innovante. La finance durable soutiendra ces organismes et le travail essentiel qu'ils accomplissent, tout en créant de bons emplois à long terme au Canada.

— **L'honorable Mona Fortier**, présidente du Conseil du Trésor





Nous avons été constants et avons clairement indiqué que les services que nous offrons à la population canadienne, surtout en tant que ministre du Commerce, en tant que ministre des Petites Entreprises, sont de nous assurer que nous avons une économie qui avantage tout le monde et que nous sommes en mesure de créer des occasions pour que tous puissent en bénéficier : les petites entreprises, les entrepreneurs, les femmes entrepreneurs, les entrepreneurs autochtones et les entrepreneurs noirs. Investir dans les gens, investir dans la croissance et soutenir cette croissance, c'est ce qui nous attend... Nous commençons à voir le fruit de ces efforts.

– **L'honorable Mary Ng**, ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international



Ce soir, notre objectif est vraiment de nous demander comment nous pouvons continuer à travailler ensemble, les gouvernements, les organismes communautaires, les fondations, les entreprises, les coopératives de crédit, les banques et les investisseurs institutionnels, afin de mettre en place les outils financiers et l'infrastructure nécessaires pour soutenir les entreprises sociales et les organismes à vocation sociale, du démarrage à la croissance. Nous savons quel est l'enjeu de cette conversation. Pour moi, c'est très clair: une économie plus inclusive et plus équitable; une économie qui avantage vraiment toute la population canadienne.

– **Ryan Turnbull**, député de Whitby





Résumé de la séance

Partout au Canada, des milliers d'organismes à vocation sociale positionnent leurs valeurs au cœur de leur modèle d'entreprise pour transformer la vie des gens.

Les défis sociaux et environnementaux les plus perniciosus auxquels nos communautés sont confrontées nous obligent à nous tourner vers de nouvelles approches. Les efforts déployés par les entrepreneurs sociaux et les innovateurs sociaux pour relever ces défis sont de plus en plus reconnus par les gouvernements, au Canada et ailleurs.

Les initiatives locales innovantes permettent de construire des logements abordables, de lutter contre la pauvreté, de cultiver et de distribuer des aliments de manière durable, de préserver la nature, de produire de l'énergie renouvelable, de réduire la quantité de déchets destinés aux sites d'enfouissement, de s'occuper d'enfants ou de personnes âgées, d'offrir un emploi à ceux qui font face à de multiples obstacles à l'emploi, d'aider les immigrants à s'installer au Canada et d'habiliter les entrepreneurs issus de groupes en quête d'équité. Les Canadiens et Canadiennes motivés à l'origine de ces initiatives apportent des bienfaits appréciables à la population. Ils misent la créativité et la détermination qui sont l'essence même de l'esprit entrepreneurial pour résoudre certains des problèmes les plus complexes

et les plus enracinés auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Nous assistons à l'émergence d'écosystèmes d'innovation sociale dynamiques, formés d'innombrables entreprises et intermédiaires communautaires qui contribuent à notre prospérité collective en faisant des humains et de la planète une priorité.

Ces écosystèmes varient d'un bout à l'autre du pays, d'une région à l'autre, d'une province à l'autre et même d'une communauté à l'autre. Par exemple, au Québec, un chef de file mondial dans ce domaine, l'économie sociale est utilisée comme concept d'encadrement d'un puissant effort collectif.

La réussite de l'innovation sociale nécessite un écosystème solide. Un élément clé de cet écosystème est la finance sociale. Comme toutes les entreprises, les organismes à vocation sociale ont besoin d'accéder à du financement pour croître et prendre de l'expansion. C'est pourquoi le gouvernement du Canada a créé le FFS, doté d'un capital remboursable de 755 millions de dollars, afin de catalyser la croissance du marché de la finance sociale. Pour chaque dollar de fonds publics investis, deux dollars de capitaux privés seront investis afin d'accroître la capacité d'investissement des intermédiaires de la finance sociale

existants ou émergents, comme les coopératives de crédit, les fonds d'emprunt communautaires et autres plateformes de financement communautaire, les sociétés de financement par capitaux propres et les nouveaux modèles de fonds, y compris les fonds de financement axés sur les résultats. Ces intermédiaires proposeront ensuite du financement, assorti de conditions souples, aux entreprises sociales, aux coopératives et aux organismes à vocation sociale dans tout le Canada. Le FFS devrait être annoncé prochainement.

Le Royaume-Uni est un meneur mondial dans la finance sociale, Big Society Capital étant l'un des exemples les plus connus. Dotée d'un capital de 600 millions de livres sterling en 2012, l'expérience de Big Society Capital a montré comment les organismes du secteur social qui n'ont traditionnellement pas accès aux marchés d'investissement sont capables de croître beaucoup plus rapidement et à plus grande échelle lorsqu'elles attirent des capitaux de financement.

En complément au FFS, le PPI a offert du financement à des organismes à vocation sociale afin de renforcer leur capacité à s'entreprendre dans le domaine de la finance sociale.

Le FFS et le PPI sont deux des 12 recommandations formulées dans la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale. Ensemble, ils peuvent constituer un vivier d'entreprises sociales et d'organismes à vocation sociale prêts à investir, leur donner accès au financement dont ils ont besoin et leur permettre de faire croître leur entreprise – ce qui signifie multiplier les retombées sociales et environnementales pour lesquelles ils ont été créés.

Les façons dont l'innovation sociale et la finance sociale sont pratiquées dans les communautés à travers le pays sont innombrables. Cette séance en a mis

quelques-uns en lumière. Raven Indigenous Capital Partners et la Raven Indigenous Impact Foundation sont des organisations sœurs qui s'appuient toutes deux sur la savoir et les épistémologies autochtones pour transformer l'économie et utiliser l'argent comme un remède plutôt que comme un moyen d'extraction, comme ce fut le cas depuis la colonisation. Raven travaille simultanément au niveau de l'entreprise et de la communauté. En plus de fournir des capitaux détenus et dirigés par des Autochtones à des entreprises autochtones et d'être la première société de capital-risque autochtone d'Amérique du Nord, Raven innove grâce à des contrats de résultats axés sur la communauté (CRAC)². Dans le cadre de son CRAC géothermique en cours dans la Première Nation Peguis et la Nation crie de Fisher River, au sud du Manitoba, elle a mobilisé des capitaux sur les marchés privés servant à assumer les coûts initiaux et la formation nécessaires à Aki Energy, une entreprise sociale autochtone, pour réaliser 124 installations de thermopompes. Un contrat de résultats a été conclu avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et Efficacité Manitoba. Cette initiative vise à renforcer la souveraineté énergétique des Autochtones, à réduire les coûts



2. Les contrats axés sur les résultats visent les produits, la qualité ou les résultats. Ils lient généralement au moins une partie des paiements à l'entrepreneur, des prolongations ou des renouvellements de contrats à la réalisation de normes et d'exigences de rendement précises et mesurables. (source)

de l'énergie et à réduire l'empreinte des gaz à effet de serre (GES) de ces deux communautés. Grâce à ce succès, toutes les parties – y compris les communautés, la province, la SCHL et Efficacité Manitoba – sont maintenant prêtes à étendre le modèle en multipliant par trois ou quatre l'effort initial. De plus, le modèle de CRAC est maintenant utilisé pour les soins de santé afin de réduire le diabète de type 2 dans quatre communautés des Premières Nations de la région d'Island Lake, dans le nord du Manitoba.

Le Moulin Microcrédits est une innovation sociale qui emploie la finance sociale de deux façons. Il offre des microprêts



à faible taux d'intérêt – un produit de finance sociale – et des aides globales aux personnes nouvellement arrivées qui sont qualifiées, mais dont les accréditations ou la formation ne sont pas reconnues au Canada et qui n'ont pas les antécédents de crédit nécessaires pour accéder au financement traditionnel qui leur permettra d'obtenir une accréditation canadienne. Grâce à un prêt de 10 000 \$ et au mentorat, les participants aux microprêts du Moulin sont en mesure de tripler en moyenne leur revenu et le taux de remboursement atteint 97 %. Ces dernières années, Le Moulin a également eu recours à une innovation en

matière de finance sociale – les obligations communautaires³ – pour réunir plus de 18 millions de dollars en capitaux qui lui ont permis de plus que quadrupler son portefeuille de prêts pour atteindre 26 millions de dollars, augmentant ainsi le nombre de personnes desservies de 400 à 1 500. Le travail réalisé par Le Moulin produit plusieurs résultats d'un coup, notamment de réduire la pauvreté, de fournir une main-d'œuvre qualifiée et d'améliorer l'installation des immigrants au Canada – par le biais de la finance sociale.

Le programme de garantie des loyers du Jubilee Fund est un autre instrument de finance sociale innovant. Le Jubilee Fund est un fonds d'investissement à impact social à but non lucratif au service des organisations à but non lucratif et des entreprises sociales du Manitoba qui s'efforcent de réduire la pauvreté. Il a constaté que les femmes à risque qui quittaient les logements de transition ou les refuges avaient du mal à se trouver un logement sûr et abordable parce qu'elles n'avaient pas les antécédents financiers nécessaires. En mobilisant des investissements privés, Jubilee agit en tant que cosignataire d'un bail d'un an pour les candidates, permettant ainsi aux femmes d'être admissibles à un logement et de se constituer de bons antécédents financiers dans le cadre de ce processus. Compte tenu du succès du programme à ce jour, Jubilee envisage de l'étendre à d'autres



3. Les obligations communautaires sont des prêts portant intérêt qui permettent aux organisations à but non lucratif, aux organismes de bienfaisance ou aux coopératives de lever des fonds pour poursuivre leur mission. Pour en savoir plus : <https://communitybonds.ca/>

groupes tels que les nouveaux arrivants, les personnes qui sortent du système de justice, les jeunes qui cessent d'être pris en charge, et d'autres.

Premier fonds de capital-risque dirigé par des Noirs au Canada et gérant des fonds institutionnels, BKR Capital réalise des progrès vers la normalisation de la diversité en axant sa thèse d'investissement sur des fondateurs noirs, en partageant son bassin de talents et ses possibilités de co-investissement avec d'autres sociétés de capital-risque, et en offrant une formation aux professionnels de la communauté noire en milieu de carrière qui souhaitent accéder au secteur de l'investissement. Des initiatives ciblées visant à améliorer la représentation dans la finance et le capital-risque permettent de répartir les investissements de manière à contribuer à une prospérité équitable tout en optimisant les innovations techniques qui profitent à notre société. À ce jour, BKR Capital a mobilisé 18,5 millions de dollars pour investir dans des entrepreneurs noirs et a aidé les entreprises de son portefeuille à recueillir en moyenne 2,5 fois plus d'argent qu'il n'avait investi dans celles-ci, créant ainsi un solide effet multiplicateur sur l'impact généré. En appuyant la création d'un nombre accru d'histoires de réussite par des entrepreneurs noirs, BKR Capital est bien placé pour créer une plateforme durable pour la justice sociale et briser les préjugés existants dans l'écosystème de l'investissement.

Les biens du culte au Canada représentent également une occasion importante en matière d'innovation sociale et de finance sociale. En raison du déclin marqué du christianisme, la Fondation des Centres Trinité estime qu'au moins 4 000 lieux de culte fermeront leurs portes au cours des cinq prochaines années. Des églises fermées ont déjà été converties en logements abordables et à usage mixte, ainsi qu'en bureaux pour les organisations à but non lucratif et les organismes de bienfaisance. Le Programme de préparation à l'investissement a contribué à structurer le financement combiné de



la valeur foncière, et des sources privées et publiques pour permettre à ces lieux historiques de la communauté de continuer à servir celle-ci d'une nouvelle manière.

Comme le montre chacun de ces exemples, il existe à la fois un large éventail d'organismes innovants à vocation sociale qui obtiennent des résultats remarquables au sein des collectivités, et d'investisseurs qui souhaitent placer des capitaux d'une manière qui favorise ces résultats. Il s'agit du cœur de la finance sociale et de l'investissement d'impact – des investisseurs qui cherchent un rendement qui va au-delà de l'aspect financier.

Et si tous les organismes à vocation sociale existent pour des objectifs sociaux, la seule intention de créer un impact ne suffit pas. Il faut mesurer l'impact créé; les changements économiques dont nous sommes témoins grâce à la mesure de l'impact optimisent le rendement du risque et l'impact pour apporter des solutions aux grands défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

Les quelque 100 milliards de dollars d'actifs gérés par les fondations constituent une source importante de capitaux déjà axés sur l'impact qui s'harmonisent avec les valeurs de la finance sociale. En 2010, le Groupe d'étude canadien sur la finance sociale a demandé



que 10 % du capital des fondations soit consacré à des investissements liés à la mission d'ici 2020. La recherche indique que des progrès ont été réalisés dans ce sens, mais on ne dispose pas de données exhaustives. Le suivi des investissements réalisés par les organismes de bienfaisance et figurant dans la Déclaration de renseignements T3010 fournirait une base de données plus solide pour toute mesure ultérieure.

Aux États-Unis, la MacArthur Foundation est active dans le domaine de l'investissement d'impact depuis les années 1980, en créant des logements abordables, en aidant à développer le secteur des institutions financières de développement communautaire, et en rendant l'accès au capital plus inclusif et équitable afin de stimuler l'entrepreneuriat et le développement des entreprises au sein des populations et des collectivités historiquement marginalisées. La législation fédérale aux États-Unis, en particulier la loi Riegle et la loi sur le réinvestissement communautaire (Community Reinvestment Act), sont des modèles qui ont permis de créer avec succès un écosystème de financement communautaire et qui ont contribué à lui donner une ampleur et une portée durables.

Les récentes modifications apportées au Canada aux exigences en matière de « direction et contrôle » par le projet de loi C-19 faciliteront les investissements liés à des programmes par les organismes de bienfaisance avec des donataires non

reconnus à des taux préférentiels puisque l'exigence en matière de direction et de contrôle a été supprimée. Toutefois, le projet de lignes directrices publié par l'Agence du revenu du Canada ne précise pas comment les nouvelles règles peuvent influencer sur les investissements liés à des programmes. Un message clair du ministère des Finances à l'Agence du revenu du Canada indiquant que les récents changements avaient pour but d'élargir l'investissement d'impact et de permettre aux fondations d'appliquer leur capital aux fins de l'impact social par le biais de nouveaux mécanismes de financement pourrait aider l'ARC à clarifier les lignes directrices en conséquence.

Cependant, les investissements liés à des programmes (ILP) demeurent des instruments complexes pour les conseils d'administration des organismes de bienfaisance, lesquels sont généralement peu enclins à prendre des risques. L'augmentation du contingent des versements à 5 % pourrait avoir un effet dissuasif supplémentaire sur l'investissement d'impact en l'absence d'une clarté accrue sur ce qui constitue un ILP. À l'heure actuelle, le coût de l'opportunité perdue dans un ILP peut être appliqué au contingent des versements, mais le « taux de rendement normal » tel qu'il est défini par l'ARC est si faible qu'il décourage de nombreuses fondations d'envisager l'investissement d'impact, compte tenu du risque.



Comme c'est le cas pour la finance durable en général, un manque sous-jacent de données empêche des mesures claires et un suivi de la situation présente et future de la finance sociale. À titre d'exemple, être en mesure de cerner la part du capital d'investissement d'impact qui va réellement aux fondateurs qui sont des femmes ou des personnes noires dépend de bien des sources. En améliorant les données et en favorisant la diversification des dirigeants et des décideurs dans les domaines de la philanthropie et de l'investissement, on pourrait améliorer les flux de capitaux. Un cadre harmonisé de mesure de l'impact appliqué par les grossistes du Fonds de finance sociale fournirait davantage de données et une base solide pour l'élaboration de rapports cohérents.

La diversité des personnes qui doivent être impliquées dans la direction et la prise de décision en matière de finance sociale reflète également la diversité des défis auxquels sont confrontées les communautés. L'une des forces du Mouvement Desjardins, par exemple, est sa structure en tant que fédération d'entités localisées et spécialisées, dont la Caisse d'économie solidaire, qui se consacre à la finance sociale. Cela permet aux fournisseurs de financement d'avoir une meilleure connaissance des communautés qu'ils servent et de prendre de meilleures décisions.

Plus la population canadienne entend parler de l'innovation sociale, de la finance sociale et du travail des organisations à but social, plus elle s'y intéresse. Ces exemples illustrent comment, lorsqu'ils en ont l'occasion, les investisseurs individuels et



institutionnels sont désireux de soutenir de nouvelles approches pour relever les défis les plus complexes. En toute franchise, les Canadiennes et les Canadiens sont prêts et disposés à participer à l'édification de cette nouvelle économie, qui offrira des possibilités de prospérité équitable à chacune et à chacun, indépendamment de leur origine, de leur race, de leur genre ou de leur orientation sexuelle, et ils souhaitent le faire.

La finance sociale a le pouvoir de bâtir une économie qui fonctionne pour toute la population canadienne.





Recommandations

- ❖ Déployer la totalité des 755 millions de dollars engagés dans le Fonds de finance sociale et bonifier les intermédiaires de la finance sociale dans la mesure du possible, afin d'attirer des capitaux conventionnels et de développer le marché de la finance sociale.
- ❖ S'appuyer sur le succès du Programme de préparation à l'investissement en le renouvelant et en l'élargissant, ainsi qu'en adoptant une approche écosystémique de l'innovation sociale et de la finance sociale semblable à d'autres stratégies d'entrepreneuriat, en favorisant les réseaux de soutien, en offrant un mentorat et le perfectionnement des compétences, en améliorant les connaissances et les preuves, en faisant progresser les possibilités d'approvisionnement et en poursuivant les changements réglementaires tandis que le Fonds de finance sociale améliore l'accès au capital.
- ❖ Nommer le Conseil consultatif sur l'innovation sociale et continuer à cultiver le leadership et l'engagement du secteur dans la cocréation de politiques publiques, en reconnaissant le talent, le leadership et la vision qui font avancer ce programme ambitieux.
- ❖ Fournir un financement pour appuyer la phase de démarrage d'un conseil consultatif national pour que les investisseurs d'impact et les praticiens canadiens puissent participer aux travaux en cours du Global Steering Group for Impact Investment (groupe directeur mondial de l'investissement d'impact).
- ❖ Intégrer les résultats sociaux dans les objectifs du Fonds de croissance du Canada.
- ❖ Veiller à ce que le cadre des obligations durables englobe les obligations sociales et communautaires.
- ❖ S'engager dans l'achat de résultats à l'échelle communautaire en agissant en tant qu'acheteur.
- ❖ Étudier les moyens d'encourager la diversité au sein des conseils d'administration et des instances dirigeantes, par exemple par le biais d'une divulgation volontaire ou obligatoire.
- ❖ Envisager d'ajouter au formulaire T3010 de l'Agence du revenu du Canada un rapport sur les investissements des organismes de bienfaisance afin d'être en mesure de suivre l'ampleur et l'évolution de l'investissement d'impact.
- ❖ Le ministère des Finances devrait indiquer clairement à l'Agence du revenu du Canada que les récents changements apportés aux exigences en matière de direction et de contrôle par les organismes de bienfaisance devraient également servir à élargir l'investissement d'impact.
- ❖ Préciser les règles et fournir des lignes directrices pour les investissements liés à des programmes.
- ❖ Ajuster le « taux de rendement normal » tel qu'il est calculé par l'ARC dans le cadre du coût d'opportunité perdu dans un ILP afin de compenser le risque pour les fondations et d'encourager une participation accrue à l'investissement d'impact.
- ❖ Utiliser l'examen législatif en cours de la Banque de développement du Canada pour améliorer l'accessibilité des organismes à vocation sociale et des groupes diversifiés aux services offerts par la BDC.
- ❖ Évaluer les types de mesures incitatives fiscales qui pourraient motiver les investisseurs de l'impact social.
- ❖ Rendre obligatoire la publication de renseignements sur la durabilité – qui englobent l'impact social – pour les plus grandes entreprises, puis étendre progressivement et proportionnellement ce mandat aux moyennes et petites entreprises.



Remarques de l'honorable Karina Gould, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

Tout ceci est excellent. Merci beaucoup, Ryan. Et au fait, je ne vais pas vous parler des services de garderie maintenant. C'est un sujet que j'aborde fréquemment, mais ce soir, je vais parler de finance sociale. Mais je voudrais me faire l'écho de ce que Mary et Mona ont dit à propos de Ryan, car je suis sûre que toutes les personnes qui travaillent dans le domaine de la finance sociale et de l'innovation savent à quel point il est un champion. Il travaille sans relâche, chaque jour, pour rallier ses collègues à sa cause. Je pense que beaucoup de gens s'y intéressent. Mais il essaie de les sensibiliser et de les amener à comprendre et à apprécier la valeur de ce que nous essayons de réaliser avec la finance sociale. Je vous invite donc à vous joindre à moi pour l'applaudir, car il fait un travail remarquable.

Je suis heureuse de me joindre à vous aujourd'hui pour parler d'un sujet très important, très intéressant et très différent de la façon dont nous faisons les choses ici au Canada.

Et nous vous présentons nos excuses pour notre absence, mais nous ne voulions pas manquer l'Énoncé économique de l'automne.

C'était donc assez important. Cela signifie que j'ai manqué les remarques préliminaires, mais j'ai saisi une partie de ce que Jeff a dit. C'est une chose à laquelle j'ai beaucoup réfléchi, dans le sens où nous construisons des économies – les gens créent ces constructions. Je pense que la Stratégie et le Fonds de finance sociale, ainsi que toutes les initiatives sur lesquelles nous travaillons, visent à construire l'économie que les Canadiens souhaitent. Je pense que les Canadiens veulent investir dans des entités, des organisations et des entreprises qui font le bien, qu'ils se sentent bien de soutenir, parce qu'elles s'attaquent à des défis sociaux, économiques et environnementaux vraiment pernicious. Et c'est ce qui sous-tend la stratégie –, il s'agit de dire qu'il y a des choses vraiment compliquées que la façon dont nous faisons les choses actuellement n'aide pas à résoudre. Parfois, la façon dont nous faisons les choses renforce ou crée ces problèmes, n'est-ce pas? Comment imaginer quelque chose de différent?



Et en fait, vous êtes nombreux dans cette salle à faire ce travail. Et nous devons soutenir ce que vous faites. Nous devons le mettre à l'échelle et le faire connaître aux Canadiens. Car lorsque les Canadiens commencent à entendre parler de ce travail vraiment incroyable que vous faites, ils se disent : « Oh, oui, je veux soutenir cela. En fait, j'ai envie de miser là-dessus. Parce que ce sont des choses qui me tiennent à cœur et que vous travaillez à la résolution des grands problèmes sociaux que nous connaissons. »

Et quand j'y pense, je me dis aussi qu'il s'agit de créer une prospérité équitable. Mary a parlé d'investir dans notre personnel, d'investir dans de bonnes

idées, d'investir dans de nouvelles façons de relever ces défis, afin qu'en fin de compte, nous créions une prospérité équitable où chaque personne dans ce pays, quel que soit son origine, son sexe, son orientation sexuelle, est capable de s'épanouir et de réussir.

Il est donc passionnant pour moi d'occuper ce poste à un moment où la stratégie commence vraiment à se mettre en place. Comme vous le savez, il comporte trois volets. Et ceux d'entre vous qui sont dans cet espace savent tout cela, donc ceci est pour les députés dans la salle.

Le premier volet est le programme de préparation à l'investissement, qui est très intéressant. Un certain nombre d'entre vous étaient présents cet été, lorsque nous avons lancé la deuxième itération (50 millions de dollars) avec nos partenaires pour préparer les organisations à but social à l'investissement, car nous reconnaissons que lorsque nous avons créé le Social Finance Fund, le fonds de 755 millions de dollars, nous voulions nous assurer que les grands acteurs établis ne soient pas les seuls à pouvoir accéder à ce fonds. Nous voulions nous assurer que nous donnions à tous les autres les moyens de réussir, que les plus petits acteurs, ceux qui n'y ont peut-être pas encore pensé, puissent y avoir accès. Nos partenaires accomplissent un travail phénoménal en construisant

cet écosystème, car il s'agit vraiment de construire l'écosystème, et en préparant les organisations à but social à réussir à relever ces défis vraiment difficiles. Il est donc formidable de pouvoir travailler avec la Fondation canadienne des femmes, le Chantier de l'économie sociale, les Fondations communautaires du Canada et l'Association nationale des centres d'amitié.

Pour moi, la meilleure façon de parler de finance sociale est de donner quelques exemples de ce dont nous parlons, parce que lorsque vous entendez le terme finance sociale, en tant que profane, vous vous demandez, OK, qu'est-ce que cela signifie? Je voulais donc partager quelques exemples, car je pense que lorsqu'on connaît les organisations et les activités qui sont soutenues, on a vraiment envie de les soutenir.

J'étais par exemple à Yellowknife cet été. Et j'étais en visite avec EntrepreNorth. Et j'ai pu rencontrer Misty Ireland, qui est la fondatrice de Dene Roots. J'ai rencontré Theresa Ward, fondatrice de Grandma Treesaw's Bannock. Et j'ai pu rencontrer Bernice Clark, qui est la fondatrice de Uasau Soap. Il s'agit de femmes autochtones absolument extraordinaires qui avaient des idées de petites entreprises et qui ont été soutenues par des entrepreneurs. Elles ont suivi le programme d'EntrepreNorth pour s'installer. Aujourd'hui, elles accomplissent un travail passionnant au sein de leurs communautés. Elles embauchent au sein de leur communauté. Elles créent une entreprise fondée sur les valeurs de leur propre communauté autochtone. Il est vraiment passionnant de les voir décoller et avoir non seulement des clients au sein de leur communauté autochtone, mais aussi de pouvoir s'implanter dans tout le pays et, dans certains cas, d'avoir également des clients internationaux. C'est donc ce type d'initiatives qui est vraiment passionnant.

C'est comme First Light à St. John's, au centre d'amitié de St. John's, à Terre-Neuve, où l'on offre un programme de formation dans un espace sûr pour que les gens se réunissent et acquièrent des connaissances autochtones.

C'est le cas de Brave Technologies Co-op à Vancouver qui utilise la technologie pour mettre en relation les toxicomanes avec le soutien de la communauté afin de prévenir les décès par surdose accidentelle.

Ce sont ces choses qui n'auraient peut-être pas été soutenues par le capital traditionnel, mais qui ont une incidence énorme sur la communauté – sur la vie des gens – qui peuvent réellement faire une différence dans certains des défis que nous cherchons à résoudre.

C'est le cas du Nourish Women's Enterprise Fund de Guelph qui aide les femmes à concevoir, à créer et à développer leurs propres entreprises alimentaires durables et à redonner à leurs communautés.



Ce sont donc ces projets et ces initiatives vraiment remarquables que le programme de préparation à l'investissement aide à financer pour qu'ils s'établissent, pour qu'ils se développent afin d'être littéralement, comme le dit le programme, prêts à l'investissement lorsque le Fonds de finance sociale sera lancé. Et nous pouvons travailler à leurs côtés pour veiller à ce qu'elles puissent accéder à ce capital, se développer, décoller et accomplir un travail extraordinaire dans leurs communautés, dans tout le pays et, espérons-le, dans le monde entier.

Le deuxième pilier est le Conseil consultatif pour l'innovation sociale. Je sais qu'il s'agit d'un projet très très long à mettre en œuvre, mais nous sommes très très près de pouvoir l'annoncer. Mais il s'agit aussi de s'assurer que nous avons des experts de l'écosystème, de la communauté, qui peuvent fournir des conseils pour aider à faire progresser l'innovation sociale inclusive et les approches de la finance sociale. Vous m'avez déjà entendu le dire, mais je vous promets que c'est pour bientôt.

Enfin, le troisième pilier est le Fonds de finance sociale, un programme remboursable de 755 millions de dollars destiné à développer le marché de la finance sociale au Canada. Nous avons identifié trois consortiums pour ce faire – restez à l'écoute, une annonce passionnante va bientôt être faite. Mais ce que je peux dire, c'est que c'est passionnant parce que cela permet de construire quelque chose de nouveau au Canada.

Vous êtes nombreux dans cette salle à faire un excellent travail et à faire avancer les choses dans ce domaine. Le Fonds de finance sociale vise à créer un écosystème et à donner confiance aux investisseurs plus traditionnels, en leur montrant qu'il s'agit d'organisations, d'entités, d'entreprises et de projets dans lesquels il vaut la peine d'investir. Parce que non seulement ils font du bien à la société, mais il y a aussi un retour financier –, il s'agit de projets et d'initiatives valables, et les investisseurs devraient y réfléchir.

Si vous ne le voyez pas, je suis un peu enthousiaste à l'idée de ce que nous avons en réserve pour l'avenir. Je suis très fière du travail accompli par notre gouvernement et par les personnes dans cette salle, qui nous ont permis d'arriver où nous en sommes aujourd'hui, et de ce que nous sommes sur le point de lancer au Canada, car je pense que ce travail apportera énormément de potentiel et d'occasions. Je crois sincèrement que la population canadienne est prête et disposée à nous aider à bâtir cette nouvelle économie qui lui donnera la possibilité de contribuer à une prospérité équitable pour tous au Canada.

Sur ce, je vous remercie beaucoup, Ryan, d'avoir organisé cet événement. Merci, tout le monde. Nous avons encore beaucoup de travail à accomplir, mais je pense que de nombreuses étapes très intéressantes se profilent à l'horizon. Alors, merci, miigwech.





Remarques de Sir Ronald Cohen

C'est un grand plaisir et un honneur pour moi d'être parmi vous aujourd'hui à l'occasion de cet événement très important. Je félicite tous ceux qui ont participé à ce grand effort, y compris le caucus de l'innovation sociale, pour obtenir le soutien du gouvernement en vue du lancement de cet important Fonds de finance sociale. 755 millions de dollars, c'est une somme très importante, et si elle est complétée, comme c'est l'intention, par des contributions du secteur privé, comme nous l'avons fait avec le Big Society Capital, alors il y aura un montant important de capital pour modifier les performances des organisations sociales au Canada.

L'expérience de Big Society Capital au Royaume-Uni, qui a démarré avec 600 millions de livres en 2012, dont 400 millions proviennent de fonds en déshérence et 200 millions des principales banques britanniques, a montré que les organisations du secteur social qui n'ont traditionnellement pas accès aux marchés de l'investissement sont capables de se

développer beaucoup plus rapidement et à plus grande échelle lorsqu'elles attirent des capitaux d'investissement. Et s'il existe une organisation telle que celle que vous mettez en place avec ce fonds, capable d'attirer des investissements parallèles d'investisseurs institutionnels et privés, vous pouvez espérer multiplier par deux ou trois le montant de l'argent disponible dans le fonds. L'objectif est de créer des organisations qui peuvent être les piliers du secteur de l'impact au Canada.

Le Canada a également participé à la naissance du mouvement en faveur de l'impact, qui remonte à la création du groupe de travail du G8 sur l'investissement à impact social, auquel le Canada a apporté une contribution très active. Nous avons vu le monde passer d'une vague compréhension de ce qu'impliquent les investissements ESG, avec environ 13 000 milliards de dollars investis dans les ESG en 2008 à plus de 40 000 milliards de dollars aujourd'hui. Des efforts sont actuellement déployés pour contrer les accusations d'écoblanchiment, en mesurant l'impact des ESG – en fait, en le transformant en investissement d'impact, qui est à lui seul un secteur de 3,5 billions de dollars aujourd'hui.

Il ne suffit pas d'avoir l'intention de créer un impact. Nous devons mesurer l'impact créé. Le monde est en train de faire évoluer nos économies en mesurant l'impact, en optimisant le rendement du risque et l'impact afin d'apporter des solutions aux grands défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Le Canada fait donc un grand pas en avant avec cette initiative. Je vous souhaite bonne chance dans tous vos efforts pour amener l'économie canadienne à relever nos grands défis, à améliorer la vie des gens et à préserver notre planète. Merci.



Entrepreneuriat autochtone et réconciliation

Séance virtuelle : 3 novembre 2022

Animation

Jaime Battiste, député de Sydney-Victoria

Panélistes

Jeff Cyr, associé directeur, Raven Indigenous Capital Partners

Ross Dixon, directeur du développement, Coast Funds

Shady Hafez, conseiller en projets spéciaux, Association nationale des centres d'amitié

Jenn Harper, fondatrice, Cheekbone Beauty

Shannin Metatawabin, PDG de l'Association nationale des sociétés de financement autochtones

Les communautés autochtones du Canada constituent la population nationale dont la croissance est la plus rapide et une source importante de croissance économique. Comblant l'écart de productivité entre les Canadiens autochtones et non autochtones ajouterait 27,7 milliards de dollars au PIB du Canada chaque année. À une époque de transition urgente vers une plus grande durabilité, les visions du monde autochtones offrent des perspectives uniques tirées de milliers d'années de gestion de la terre et de la vie marine.

Dans la vision du monde des Cris, par exemple, quatchee est un mot qui décrit comment la santé du voisin détermine le succès de l'individu. Cette compréhension circulaire de la réciprocité et de la prospérité caractérise l'approche crie de la finance durable, de l'investissement à impact social et de l'écologie.

De même, netukulimk est un mot mi'kmaq qui signifie les responsabilités d'une personne envers sa famille, sa communauté, sa nation et aussi son

écosystème. S'inspirer des modes de connaissance autochtones et des connaissances occidentales, c'est ce que l'aîné mi'kmaq Albert Marshall appelle la « vision à deux yeux ». Elle peut compléter l'évolution des rapports sur les investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance, en prenant des mesures pour décoloniser la finance et intégrer les valeurs autochtones dans les entreprises, comme le démontrent les investisseurs en finance sociale tels que Raven Indigenous Capital Partners et Coast Funds.

L'Association nationale des sociétés autochtones de financement (ANSAF) a une longue histoire d'impacts positifs d'investissements en finance sociale qui génèrent une richesse collective. Avec une capitalisation initiale de 240 millions de dollars, il y a 35 ans, les 59 institutions financières autochtones de l'ANSAF ont accordé plus de 50 000 prêts pour un total de 3,3 milliards de dollars. Pour chaque prêt accordé, l'ANSAF a constaté que les entrepreneurs connaissent en moyenne une augmentation de 72 % de leur satisfaction de vie, de 52 % de leurs indicateurs de santé mentale et de 20 % de leurs indicateurs de santé. Les retombées économiques de ce financement augmentent les revenus propres des communautés autochtones tout en réduisant les coûts sociaux.

Grâce à des capitaux provenant en partie du Fonds de finance sociale, l'ANSAF s'est associée à la Banque de développement du Canada pour créer le Fonds de croissance autochtone qui a été lancé avec 153 millions de dollars. Cependant, il est très important de garantir des conditions cohérentes avec les autres grossistes du Fonds de finance sociale à mesure que le marché de la finance sociale continue de se développer.

Bien qu'il y ait un nombre croissant d'intermédiaires financiers sociaux autochtones, la variété est loin d'être aussi

solide ou accessible que dans le système financier traditionnel. Les entrepreneurs autochtones ont besoin de la même diversité de sources de capitaux que les autres, tout en étant adaptées aux valeurs et aux connaissances autochtones sur une voie décoloniale.



Les organismes à vocation sociale (OVS) autochtones ont également besoin de soutiens adaptés pour se préparer à l'investissement. Dans le cadre du Programme de préparation à l'investissement, l'Association nationale des centres d'amitié a distribué plus de 6 millions de dollars à des OVS autochtones desservant plus de 860 000 membres des Premières Nations, Inuits, Métis et personnes vivant hors réserve et dans les régions rurales et urbaines.

La participation des Autochtones à l'élaboration des programmes fédéraux de marchés publics à caractère social permettra de s'assurer qu'ils répondent aux besoins des communautés. Orienter les dépenses vers les entreprises sociales autochtones peut élargir les possibilités économiques et produire des économies supplémentaires à long terme.

On estime qu'un milliard de tonnes de minéraux critiques seront nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques. En faisant valoir les droits des

Autochtones liés à l'exploitation des ressources, des mécanismes tels que des ententes sur les répercussions et les avantages solides, la participation au capital et le partage des revenus peuvent apporter de la certitude aux entreprises et attirer des investissements qui positionneront le Canada de manière

compétitive tout en faisant progresser nos objectifs en matière de carboneutralité.

Lorsque les nations et les communautés autochtones ont accès à des fonds autodéterminés pour investir dans la gestion durable des terres, de l'eau et des ressources, ces investissements se traduisent clairement par une augmentation des revenus, une réduction du chômage, ainsi que par des résultats en matière d'écologie et de conservation qui peuvent inclure la résilience au changement climatique.

Les investissements dans la gestion, l'entrepreneuriat et l'innovation autochtones offrent des occasions uniques pour le Canada. Un marché de la finance sociale solide et diversifié accélérera la transition vers la résilience, le mieux-être et la durabilité.



Recommandations

- ❖ Renouveler et étendre le Programme de préparation à l'investissement
- ❖ Fixer des conditions cohérentes entre le Fonds de croissance autochtone et les autres grossistes du Fonds de finance sociale
- ❖ Garantir la participation des autochtones à la coconception des possibilités d'approvisionnement social
- ❖ Soutenir la croissance des intermédiaires de la finance sociale autochtones afin d'élargir la portée et l'échelle des options de financement disponibles pour les OVS autochtones
- ❖ S'inspirer des connaissances et de l'épistémologie autochtones pour décoloniser la finance et renforcer la durabilité



Sécurité alimentaire

Séance virtuelle : 3 novembre 2022

Animation

Lloyd Longfield, député de Guelph

Panélistes

Grayson Bass, directeur fondateur, Smart Waterloo Region Innovation Lab

Linda Best, fondatrice et directrice générale, FarmWorks

Eoin Callan, directeur général, Upper Canada Equity Fund

Lucy Cullen, responsable du programme d'alimentation et de développement durable, Spring Activator

Frederic Laforge, cofondateur et PDG, The Farmers' Truck

Sally Miller, gestionnaire de projet, Fair Finance Fund

Les problèmes de sécurité alimentaire auxquels sont confrontés les Canadiens ont des racines à la fois mondiales et locales. Parmi ces défis interconnectés, les plus importants sont la pandémie, les conflits internationaux, les déplacements de populations des circonscriptions agricoles, l'inflation et les inégalités, le tout dans le contexte de la crise climatique.

Au niveau mondial, les récentes perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales ont mis en lumière les vulnérabilités de la production et de la distribution agricoles au Canada. Certains producteurs ne trouvent pas de transformateurs et certains grossistes ne trouvent pas de distributeurs. L'accès aux capitaux pour la croissance est difficile à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement. En raison de ces ruptures d'approvisionnement, de nombreuses régions du Canada – en particulier les régions isolées ou éloignées comme le Nord – n'ont pas accès à une variété d'aliments nutritifs et abordables.

La crise climatique aggrave le problème.

Selon les estimations des Nations Unies, le système alimentaire canadien est responsable d'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre. Le système alimentaire est donc l'un des domaines clés pour atteindre nos objectifs en matière de climat. Heureusement, les Canadiens élaborent des stratégies pour assurer la résilience alimentaire et climatique tout en protégeant la santé des sols et de l'eau dont dépendent leurs entreprises.

Il s'agit notamment de jeunes entreprises à vocation sociale qui se spécialisent dans la réduction du gaspillage alimentaire en détournant des fruits, des légumes et des protéines parfaitement comestibles et inutilement envoyés dans des sites d'enfouissement. D'autres entreprises aux vues similaires mettent en place l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement zéro déchet nécessaire pour relier les agriculteurs aux entreprises et aux consommateurs.

Ces mêmes jeunes entreprises ont identifié le besoin d'éduquer les entreprises agricoles et alimentaires intéressées par ces systèmes et pratiques innovants et par les politiques qui les réglementent, afin de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience climatique. Le mentorat pratique serait un outil particulièrement utile pour soutenir la viabilité et la réussite des nouvelles entreprises agricoles et alimentaires.

Une approche holistique de la lutte contre le gaspillage alimentaire, intégrant les maillons de la chaîne alimentaire, permettrait d'atteindre l'échelle nécessaire pour réaliser les objectifs de carboneutralité du Canada. Outre la réduction des émissions de gaz à effet de serre du système alimentaire, l'amélioration de la sécurité alimentaire permet également d'améliorer la santé des Canadiens. Comme le dit l'adage « la nourriture est un médicament », l'amélioration de la sécurité alimentaire allège les pressions sur le système de soins de santé et en diminue les dépenses.

Non seulement le relèvement des normes alimentaires permettrait de réaliser des économies en matière de soins de santé, mais il contribuerait également à

la robustesse de l'économie. L'Ontario, par exemple, importe près de 50 % de ses denrées alimentaires. Si la province produisait seulement 10 % de plus de ses aliments localement, elle créerait 3 400 emplois à temps plein et ajouterait plus d'un quart de milliard de dollars au PIB.

En Nouvelle-Écosse, FarmWorks est un Community Economic Development Investment Funds (CEDIF) (fonds d'investissement pour le développement économique communautaire) qui s'attaque aux défis interconnectés de l'alimentation, de la santé, de l'économie et du climat en prêtant des fonds d'actionnaires à des entreprises liées à l'alimentation dans toute la province. Plus de 500 Néo-Écossais ont acheté pour 4,6 millions de dollars d'actions dans le cadre de onze offres du CEDIF de FarmWorks, ce qui a permis à ces investisseurs de profiter de crédits d'impôt provinciaux et de reports de cotisations à un REER pour des engagements de cinq ans. Le modèle du CEDIF réoriente les capitaux locaux vers les communautés afin de bâtir des économies locales plus résistantes.



Tout comme les Canadiens créatifs conçoivent des innovations pour un monde en mutation, des transitions importantes se produisent dans la démographie en

relation avec le système alimentaire. La relève conventionnelle est de plus en plus rare – les occasions actuelles dans le secteur agricole et alimentaire suscitent l'intérêt d'une population diversifiée, notamment des femmes, des Noirs, des Autochtones, des personnes de couleur et des jeunes. Étant donné qu'une



grande partie de l'infrastructure existante reste liée aux conventions, la nouvelle cohorte d'agriculteurs est confrontée non seulement aux défis traditionnels, mais aussi à l'exclusion des réseaux de financement établis. Alors que 75 % des agriculteurs atteindront l'âge de la retraite au cours des dix prochaines années, des investissements équitables seront nécessaires pour permettre à une nouvelle génération de s'épanouir dans l'agriculture.

Dans ce contexte en évolution rapide, de nombreuses innovations émergentes peuvent renforcer la sécurité alimentaire du Canada et rendre nos systèmes alimentaires plus durables, tout en offrant des possibilités d'investissement et d'incidence à plus grande échelle. Des initiatives telles que des modèles uniques de relève en agriculture et de transfert de terres pour une nouvelle ère d'agriculture régénérative, des incubateurs d'entreprise agricole, des centres alimentaires communautaires, des programmes d'agriculture soutenue par la communauté, des cultures verticales en intérieur, l'aquaponie, des centres alimentaires régionaux, des cuisines communautaires et des services de distribution alimentaire locale basés sur la technologie ne sont que quelques exemples du nombre important d'organisations à vocation sociale (OVS) d'entreprises alimentaires dans le domaine de l'innovation sociale et de la finance sociale.

L'alimentation est une plateforme puissante pour la mobilisation communautaire. Lorsque nous investissons dans les solutions innovantes qui créent des systèmes alimentaires plus durables, nous réalisons également des avantages directs dans toute une série d'autres domaines, tels que l'emploi, les économies locales, la santé, la sécurité nationale et le climat. Le système alimentaire est une plateforme qui produit des effets.



Recommandations

- 🌿 Renouveler et étendre le Programme de préparation à l'investissement afin d'aider un plus grand nombre d'OVS du secteur alimentaire à se préparer à l'investissement
- 🌿 Augmenter le capital disponible pour les OVS en lançant le Fonds de finance sociale
- 🌿 Étendre le modèle du Community Economic Development Investment Fund de la Nouvelle-Écosse à l'ensemble du pays
- 🌿 Assouplir les restrictions imposées par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) dans le Nord à la transformation et à la vente de « produits locaux », c'est-à-dire de viande de chasse



Logements abordables

Séance virtuelle : 3 novembre 2022

Animation

Chad Collins, député de Hamilton-Est-Stoney Creek

Panélistes

Ray Sullivan, directeur exécutif par intérim, Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine

Thom Armstrong, PDG, Cooperative Housing Federation of British Columbia

Derek Ballantyne, directeur général, New Market Funds

Julia Deans, présidente-directrice générale, Habitat pour l'humanité

amanuel melles, directeur général, Réseau pour l'avancement des communautés noires

Le logement est la dépense la plus importante pour la plupart des ménages canadiens. La crise du logement abordable dans laquelle nous nous trouvons est un problème social et économique profondément lié à de nombreux autres défis. La situation est particulièrement difficile pour de trop nombreuses communautés autochtones urbaines, rurales et septentrionales, qui ont un besoin urgent d'une stratégie efficace en matière de logement.

À la racine du problème se trouve une approche spéculative de l'immobilier qui financiarise le logement et fait grimper la valeur des propriétés et des loyers, ce qui a des effets déstabilisants sur l'emploi, les transports et la santé physique et mentale des personnes touchées par l'insécurité du logement.

Avec l'augmentation du coût du logement, l'accession à la propriété est de plus en plus hors de portée pour un nombre

croissant de Canadiens. Cette situation exacerbe à son tour les disparités de richesse, étant donné que l'accès à la propriété est le principal moteur de la création de richesse des ménages.

La bonne nouvelle, c'est que des progrès sont réalisés non seulement au sein du gouvernement, mais aussi dans les secteurs solides du logement sans but lucratif et du logement coopératif, qui proposent rapidement des solutions. Combinés, ces efforts peuvent contrer le modèle rentier des fiducies de placement immobilier (FPI) qui cherchent à maximiser les rendements au détriment de l'accessibilité.

Bien que la Stratégie nationale sur le logement du Canada arrive au terme d'un programme d'investissement historique de 30 à 35 ans dans le logement social, des efforts récents ont permis de relancer son mandat pour une nouvelle ère. Cependant, les investissements importants de la Stratégie nationale sur le logement, même complétés par des partenariats provinciaux et municipaux, ne sont pas suffisants pour atteindre l'objectif d'un logement

sûr, sécuritaire et abordable pour chaque Canadien d'ici à 2030. Dans ce contexte, les fiducies immobilières pour le bénéfice de la communauté⁷ (FIBC) offrent de plus en plus la possibilité de disposer d'un parc de logements plus abordables.

Le modèle des FIBC est efficace non seulement pour construire et réaménager des logements abordables, mais aussi pour fournir la capacité de gestion d'actifs à long terme qui donne confiance aux investisseurs, aux prêteurs et aux bailleurs de fonds.

En outre, les FIBC peuvent tirer parti d'un portefeuille croissant d'actifs pour saisir des occasions de développement et d'acquisition de logements en dehors des programmes gouvernementaux et recycler les investissements gouvernementaux afin d'obtenir des résultats au-delà du financement initial.

La fiducie immobilière pour le bénéfice de la communauté de la Colombie-Britannique (FIBC C.-B.), par exemple, fait d'importants progrès dans l'avancement de ce modèle. À Burnaby, la FIBC C.-B. a récemment acheté deux coopératives d'habitation qui risquaient d'être vendues au taux du marché. Grâce au financement de BC Housing et à un apport de fonds propres de la ville, la FIBC C.-B. a sauvé 425 logements avec l'acquisition de ces deux propriétés, dont beaucoup sont occupés par des personnes âgées à faibles revenus. Ces logements seront désormais sûrs et abordables pour toujours, plutôt que des actifs dans un portefeuille d'investissement.

Dans le cadre d'un projet similaire à Coquitlam, la FIBC C.-B. réaménage une coopérative d'habitation de 97 logements souffrant de problèmes structurels en 400 nouveaux logements grâce à un financement de la province et de Vancity Credit Union, afin de prendre possession du site et d'augmenter le parc de nouveaux logements abordables.



7. Les fiducies immobilières pour le bénéfice de la communauté sont des organisations à but non lucratif dirigées par la communauté qui acquièrent et détiennent des terrains dans l'intérêt de leurs communautés locales, agissant en tant que gestionnaires à long terme pour un éventail d'objectifs tels que des logements abordables, des bâtiments municipaux, des espaces commerciaux et d'autres actifs communautaires.



La FIBC C.-B a un autre projet encore plus ambitieux, soit la construction de 1 000 logements sur 11 sites en partenariat avec les autorités municipales, provinciales et fédérales. En réunissant tous les fonds disponibles pour le logement, la FIBC C.-B. s'attaque à la double crise de l'offre et de l'accessibilité.

Des modèles commerciaux innovants à but non lucratif génèrent également des revenus pour le logement tout en réduisant les déchets. ReStore est une entreprise à vocation sociale qui recueille

et revend une gamme de produits neufs et usagés liés à la maison, dont les bénéfices financent le travail d'Habitat pour l'humanité. Ensemble, ils ont détourné plus d'un milliard de livres d'articles des décharges afin qu'ils puissent être utilisés dans les foyers. Les habitats locaux s'appuient également sur les alternatives de la finance sociale pour lever des fonds pour le logement. Par exemple, Habitat pour l'humanité de Guelph-Wellington utilise des obligations communautaires pour lever des fonds auprès des résidents locaux afin d'acheter des terrains et de financer les constructions à venir.

Si la participation des gouvernements à tous les niveaux à ces projets est essentielle à leur réussite actuelle, la finance sociale pourrait débloquer le capital décisif nécessaire pour tirer parti des capacités existantes et étendre ces innovations.

Pour lutter contre l'insécurité croissante en matière de logement, tous les niveaux de gouvernement peuvent s'appuyer sur la finance durable et sociale pour offrir la promesse d'espoir que représente un logement.



Recommandations

- 🌿 Tirer parti des modèles de finance sociale pour créer un fonds d'acquisition de logements qui pourrait convertir les logements locatifs abordables existants en logements abordables permanents
- 🌿 Accueillir un défi national d'innovation sociale sur le logement abordable pour rassembler les principaux intervenants et les différents ordres de gouvernement afin d'améliorer la collaboration, à l'instar du Défi des villes intelligentes
- 🌿 Développer les FIBC à but non lucratif et les instruments de finance sociale supplémentaires tels que les obligations communautaires
- 🌿 Agir rapidement sur les recommandations du rapport du Comité HUMA sur le Fonds pour accélérer la construction de logements du gouvernement du Canada





400, rue Dundas O., Bureau 105,
Whitby (Ontario) L1N 2M7
905-665-8182
Ryan.Turnbull@parl.gc.ca
RyanTurnbullMP.ca

